



Digital Proofer

Si le changement c'e...

Authored by cyrille bernard ma...

6.0" x 9.0" (15.24 x 22.86 cm)
Black & White on White paper
106 pages

ISBN-13: 9781545179017
ISBN-10: 1545179018

Please carefully review your Digital Proof download for formatting, grammar, and design issues that may need to be corrected.

We recommend that you review your book three times, with each time focusing on a different aspect.

- 1 Check the format, including headers, footers, page numbers, spacing, table of contents, and index.
- 2 Review any images or graphics and captions if applicable.
- 3 Read the book for grammatical errors and typos.

Once you are satisfied with your review, you can approve your proof and move forward to the next step in the publishing process.

To print this proof we recommend that you scale the PDF to fit the size of your printer paper.

Si le changement,
c'était hier, le
bouleversement, c'est
maintenant

CYRILLE MARAIS

Copyright © 2017 Cyrille Marais

All rights reserved.

ISBN-13 : 978-1545179017

DEDICACE

À mon père,

Trop tôt disparu

CONTENTS

	Remerciements	i
1	Introduction	7
2	Présentation	11
3	Chapitre I	17
4	Chapitre II	27
5	Chapitre III	37
6	Chapitre IV	57
7	Chapitre V	65
8	Chapitre VI	101

REMERCIEMENTS

Je remercie déjà les lecteurs qui capitaliseront leur énergie propre pour intégrer avec conviction le grand changement qui se profile

INTRODUCTION

Ce recueil a pour principal objectif, d'une part d'interpeller les citoyens sur le changement climatique, dont les mesures communiquées dans la presse ou sur internet ne sont pas tout à fait celles que j'évoquerai ci-après, et d'autre part d'alerter sur le fait que l'état est géré par une classe politique dont les objectifs, indicateurs d'efficacité ou de rentabilité, sont flous (cf démonstrations dans les chapitres suivants). D'ailleurs ces notions administratives détonnent des stratégies universelles des entreprises qui souhaitent survivre (définition claire des objectifs, des moyens et des procédures, et mesures des résultats atteints). J'ai le désir qu'enfin les citoyens se rendent compte de l'urgence des situations climatique et organisationnelle de notre pays, et de l'Europe en règle générale.

Chaque français paie des impôts, que ce soit sur le revenu, droits de succession, taxes foncière et d'habitation, impôts fonciers, taxe sur la valeur ajoutée, taxe intérieure sur les produits pétroliers ou taxes d'ordures ménagères. De ce fait, nous, les français, sommes « l'employeur » des hommes politiques qui gèrent ensuite ces budgets et leurs répartitions.

Chaque français finance les députés, sénateurs, ministres, préfets, conseillers régionaux et généraux, et le président de la république, ainsi que leurs collaborateurs, pour ne citer que ces fonctionnaires-là. Chaque français finance également le train de vie exorbitant des présidents précédents, les salaires des enseignants des écoles privées, une partie des frais des établissements de santé privés, certains anciens hauts fonctionnaires, les anciens généraux, et sûrement bien d'autres dépenses d'ordre pseudo public dont nous ignorons l'existence.

À ce titre, il est légitime et normal que les français demandent enfin des comptes aux hommes politiques, comme un chef d'entreprise demanderait des comptes à son directeur industriel, son adjoint, son directeur des ressources humaines, ou à son chef de département. Les hommes politiques devraient justifier leur emploi du temps et expliquer leurs objectifs, définis de concert avec les représentants du peuple qui les ont élus. Un ancien PDG n'est pas payé par sa boîte *ad vitam aeternam*. Aussi, pourquoi paye-t-on alors d'anciens fonctionnaires et présidents ? Pour ce qu'ils sont ? Pour ce qu'ils nous apportent ? Une personne payée par une institution, alors qu'elle n'est plus active dans ladite institution, n'est-elle pas un emploi fictif ?

Chaque français a un droit de regard sur l'administration française parce qu'il la rémunère, alors que c'est souvent le contraire qui se passe. Et des justificatifs sur la gestion financière du pays et les stratégies adoptées, nous n'en avons pas.

Je souhaite que chaque lecteur finisse ce livre en se disant : « je suis le patron de mon pays et des hommes qui le représentent. C'est à moi de commander et de dire non à toutes ces magouilles, et au fait que ceux que je paie deviennent riches, très riches, illégalement, pour me mépriser après et

fonder des castes pour s'auto défendre. » Parallèlement, chacun, du plus riche au plus pauvre, a une action à faire pour limiter le réchauffement climatique. Il n'est pas logique de demander à un ouvrier de ne plus rouler avec sa voiture de 1996, alors que le propriétaire d'un yacht à moteur de 8 mètres, consomme 6000 litres de fioul en trois semaines de vacances. Soit l'équivalent de 15 années d'aller – retour au travail à raison de 40 kms par jour et 5 l / 100 kms d'un « ouvrier » ! Les nouvelles règles de pollution avec cette notion vous semblent-elles donc adéquates ?

Avec ce recul, vous, chers lecteurs, saurez dire non au système avec l'espoir qu'il change enfin. Ce non collectif déclenchera une profonde mutation du système par le transfert du pilotage de la France par les hommes politiques actuels, vers un pilotage par une assemblée législative et exécutive représentative de la France.

À mon sens, réformer n'est pas une bonne stratégie, ni un mot acceptable aujourd'hui en terme de communication. Réformer, c'est changer les procédures selon les « marottes » de certaines et certains. La société n'a plus besoin de ça. Non. Ce sont des organisations pilotes à reconstruire autrement, les chômeurs et les délinquants à mettre au travail, et la terre à sauver. Ce sont des actions concrètes à mettre en place, et non pas des procédures à modifier sur des procédés déjà insatisfaisants.

PRESENTATION DE L'AUTEUR

Je suis fils d'enseignants, âgé de 47 ans ; trois enfants, des jumeaux de 18 ans, et un dernier de 11 ans. Je n'ai pas de patrimoine immobilier, mais seulement un emprunt sur 25 ans que je viens de commencer. Autant dire que je suis encore loin de la propriété. Point très important : j'ai la conviction que les notions de gauche-droite, comme « républicains ou démocrates », ne veulent pas dire grand-chose aujourd'hui tant les deux camps ont démontré leur faiblesse. Je défends (enfin, j'essaye) l'idée que si nous privilégions notre confort de vie, notre emploi (si nous en avons un), notre avenir à moyen terme et l'avenir de nos enfants à long terme, nous devrions penser d'abord à éviter les conflits de toutes sortes, les débats et les querelles stériles, et lutter contre la pollution de notre planète qui nous donne à boire et à manger. À mon sens, la planète, l'avenir de nos enfants, une société juste (sans profiteurs bien entendu) où les accès aux soins, à l'énergie, au logement et à la nourriture soient en proportion les mêmes pour tous, sont les paramètres prioritaires bien au-delà que les questions de religion, ou de qui a raison sur quoi.

Fervent défenseur des droits de l'homme, de la justice équitable, et de la nature, j'estime que notre environnement nous permet de vivre, et à juste titre, à nous de lui rendre la même donation. Que l'homme puisse continuer à vivre avec et grâce à la nature, et que cette nature puisse continuer aussi à vivre malgré l'homme ! C'est simple, mais pourtant, ce n'est pas ce qui se passe aujourd'hui.

Après diverses expériences, dont certaines commencées à l'adolescence (cf quelques notes à la fin de ce recueil), j'œuvre au sein des hôpitaux depuis 12 ans. Passionné d'économies d'énergies et des glaciers depuis 30 ans, mon premier poste en hôpital en 2005 s'est axé sur cet objectif de dépenser moins de calories pour chauffer et refroidir les bâtiments. Aujourd'hui, cet objectif est davantage prioritaire. Je suis l'inventeur d'un système de récupération d'énergie solaire à très bas coût (amortissement entre 1 et 3 ans) pour maison individuelle et entreprise.

Je revendique le statut de celui qui a connu le fruit du travail, même très jeune, le fruit exotique de l'aventure (sports extrêmes), la production industrielle lourde (raffinerie), l'engagement et la pression (course automobile), et enfin, la complexité d'une administration un peu particulière. J'ai vécu plusieurs missions de terrains, parcouru diverses structures, et ces expériences s'associent à une position récente d'analyste et de manager. Mon second roman booste l'être humain, prône la confiance en soi, et surtout, en l'autre. En tant que manager qui écoute les collaborateurs et comprend leurs souffrances, je ne peux que m'exaspérer envers cette société « royaliste » où les hommes politiques ont remplacé les rois. Au temps des rois, il y en avait un entouré de nobles. Aujourd'hui, il y a un président intouchable de par son immunité (d'être parlementaire, je ne vois pas pourquoi l'immunité en découle,

mais bon !), et ses nobles, les ministres, préfets, députés, sénateurs, conseillers régionaux et généraux. Autrement dit, nous sommes revenus au point de départ de 1789. Notre objectif est de restructurer toute la classe politique, stopper le développement de la pauvreté, instaurer une mécanique logique de l'accès aux soins, stopper le chômage et la délinquance tout en réduisant notre consommation énergétique, et enfin refondre l'éducation pour les élèves en échec scolaire.

La terre est pure, rendons-lui cet aspect. Démontrons que l'homme sait s'insérer dans ce territoire qui ne lui appartient pas mais qui lui a été prêté temporairement par dame nature.

Afin de partager et de préserver notre monde de demain, je propose d'intégrer de grandes lignes d'un changement inédit.

1. Sauver l'hôpital, l'enseignement, et la défense intérieure.

2. Accélérer le processus d'indépendance énergétique par la responsabilisation de chacun dans sa gestion de l'énergie. Cette responsabilisation passe par une indexation du prix de l'énergie en fonction de l'imposition de référence de chaque ménage. Faire participer activement la population carcérale et les chômeurs à cette lutte contre le gaspillage énergétique.

3. Limiter les dépenses publiques par une surveillance accrue des administrations et des aides sociales, par la réduction du nombre de parlementaires, par la refonte du découpage foncier en cantons, par la suppression des avantages des politiques.

4. Retrouver une autorité nationale en enseignant les valeurs de la France et en instituant un respect unilatéral de cet enseignement.

5. Retrouver une production française tout en conservant un modèle économique européen.

6. Organiser un nouveau système politique par le mélange de générations pour que chacun prenne part au pouvoir et au changement.

AVANT TOUTE CHOSE, CREER UNE DYNAMIQUE ECONOMIQUE FRANCO - EUROPEENNE DIFFERENTE

Pourquoi ?

Premièrement pour limiter les transports, et les émissions de gaz à effet de serre. JLM a parfaitement raison sur ce point.

Et deuxièmement,

À la différence des Etats Unis où la progression vers la société moderne s'est réalisée à la même vitesse d'est en ouest, l'Europe connaît d'importantes inégalités sociologiques et économiques, orientées de l'orient vers l'occident ou l'inverse. Entre le salaire d'un Polonais, d'un Hongrois, d'un Roumain, ou d'un Albanais, et celui d'un Allemand, Français ou Anglais, il y a le triple, voire majoritairement, le quintuple.

Il est donc tout simplement impossible pour un pays comme le nôtre de conserver notre système de production car les ouvriers d'Europe de l'Est sont 2 à 3 fois moins chers que les nôtres. Le même phénomène se

reproduit dans le bâtiment où, en plus du salaire démotivant pour nos jeunes, il y a les conditions de travail. Ces conditions sont absorbées sans revendications par nos camarades de l'est, pendant que nos jeunes jouent avec leur téléphone et regardent la télévision.

Dans le BTP, nous verrons comment les industriels exploitent ces ouvriers venus d'ailleurs, pour engranger encore plus de bénéfices.

Remodeler notre modèle Européen ne veut pas dire Front National et racisme, non. La refonte de nos traités Européens, comme de nombreuses personnes la défendent, induit une notion de « commerce équitable ». Un ouvrier Polonais qui gagnera 2000 € en France du fait de contrats établis entre les pays, favorisera l'échange des richesses si un autre ouvrier Français s'expatrie pour le même salaire, et par là, le nivellement par le haut de tous les pays « moins développés » que le nôtre. Aujourd'hui, le libre échange en Europe induit des fraudes aux contrats de travail et l'absence de contrôles systématiques. Avec cette mécanique universellement répartie, progressivement, les pays d'Europe se disloquent. Pour se tenir au même niveau, garantissant l'équilibre budgétaire et productif, les pays Européens doivent respecter des règles communes de valorisation du PIB. L'Allemagne de l'est a été boostée tel quel par l'Allemagne de l'ouest, en 1989. Autant reproduire ce qui a fonctionné. Mais avec deux pays, le problème était plus simple à résoudre.

À mon sens, supprimer certains traités Européens effacera l'exploitation de l'homme par l'homme. Le racisme envers les « sans dents et les gens d'en bas », dissimulé aujourd'hui par l'esclavagisme ouvrier tous domaines confondus, sera dissolu par le traitement à

CYRILLE MARAIS

l'identique, avec des pactes budgétaires précis entre les pays, de tous les hommes actifs. Une nouvelle relation Franco - Européenne, c'est donner à tous la possibilité de vivre normalement, dans un système renforcé par le volume, la qualité et la quantité de ces échanges.

CHAPITRE I

LE MENSONGE COLLECTIF DU SYSTEME

Mon professeur d'économie en école d'ingénieur m'avait démontré analytiquement que dans les médias, 80 % des mots que vous lisez sont issus de descriptions de faits, d'interprétations et de suppositions souvent erronées liées à ces faits. 20 % des articles sont fondés et amènent à une réflexion constructive, ou une analyse logique. C'est la loi de la statistique. C'est absolument vrai. Lisez un article du monde, du figaro, ou autre canard publié en France, sur des faits de guerre, de politique, d'économie, d'écologie, de ce que vous voulez, et regardez bien entre les lignes.

Relisez les articles, et vous analyserez que les informations qui vous sont transmises sont des **descriptions**. **Les médias aujourd'hui décrivent les faits, mais ne les analysent pas**. Ce sont des suppositions, des déductions, des hypothèses et ressentis, qui nous sont formulés. 2 fois sur 10, ces informations découlent de faits prouvés et contradictoirement revendiqués. Et encore, 2 fois sur 10, je suis tolérant vis-à-vis des médias.

Preuve en est, deux hommes politiques de bords différents, ne seront jamais d'accord autour d'une table sur : le budget, le nombre de chômeurs, le nombre de pauvres, la croissance, la délinquance, la santé, l'état des finances, les projets et les organisations. Ils n'ont aucun document officiel, aucun rapports d'experts connus, aucun supports de spécialistes reconnus (chercheurs, médecins, professeurs).

Finalement, peu importe qui a raison : nous ne savons pas où nous en sommes et nous entendons toujours le même discours politique. Une thèse dont je suis le défenseur, est qu'un seul homme ne peut représenter un système, ni même le changer. Il est indispensable de créer une assemblée représentative de la France, qui aura les pleins pouvoirs, y compris celui de changer la constitution et le système politique. Un homme seul (ou femme) est un roi (ou une reine).

En ce qui concerne les médias audiovisuels, c'est une catastrophe. À part se battre sur qui aura les premières images de l'attentat, de produire des vidéos sur les avalanches en hiver, sur les rentrées scolaires en septembre, sur le père Noël en décembre, sur le soleil en été et les colonies d'enfants des banlieues, de relater les faits divers et les images de manifestations, nos journaux télévisés n'apportent strictement rien. Aucune analyse et aucun suivi dans les enquêtes pour celui qui daigne regarder le journal tous les jours, ou espérer une logique voire un aboutissement dans tel ou tel reportage. Quant à l'environnement, le pauvre est aux abonnés absents, ou presque. La fonte des glaces ne perturbe personne, pas plus que la pollution de l'eau, ou de l'air. Passé les épisodes de pollution, plus aucun politique ni média ne s'intéresse à ces « nouveaux phénomènes récurrents » qui témoignent que notre environnement est menacé.

AUSSI, CE QUE NOUS SAVONS (ET VIVONS) SE RESUME À CES POSTULATS

1 – le chômage s'accroît.

2 – l'historique de la France fait que les inégalités grandissent depuis 60 ans, malgré les progrès technologique et numérique.

3 – notre système de santé est envié par beaucoup de pays et doit être conservé, mais les infirmières, les médecins, les aides-soignants et les agents de service hospitalier sont au bord de l'asphyxie et du burn out.

4 – nous vendons des armes un peu partout dans le monde, nos pouvoirs politiques dénoncent ces guerres et ces massacres, mais certaines de ces armes vendues se retournent contre nous. Certaines puissances arabes qui soutiennent l'islamisme achètent ou vendent à la France. C'est comme si vous copiez avec votre voisin, que vous échangez ses framboises contre vos cerises, et qu'il vous prépare un mauvais coup avec toute votre confiance. L'image est brute de pomme, mais à mon sens, le fric du Qatar pour le foot, les marchés de ventes d'armes et autres tractations douteuses aboutissent aux problématiques aujourd'hui bien connues de la majorité des français.

5 – l'autorité de l'état baisse et l'insécurité grandit.

6 – notre système de formation est globalement reconnu, mais les ressources dont il dispose ne peuvent pas contrecarrer toutes les problématiques engendrées par les élèves en difficultés. Du coup, il est

moins performant et le niveau général baisse. Les professeurs qui enseignent en premier et second cycles, sont moins motivés. Preuve en est : un professeur des écoles, BAC +5, commence sa carrière à 2000 € brut, pour la terminer, dans la majorité des cas, à 3000 €, et exceptionnellement, à 3500 € 42 ans plus tard. Vous n'avez peut-être pas cette notion, mais je pense qu'elle est vraiment percutante.

7 – nous sommes dépendants énergétiquement des Russes et du monde Arabe, bien que nous ayons les idées pour diminuer cette dépendance. Mais l'état, jusqu'à aujourd'hui, ne fait rien.

9 – nous avons un système judiciaire corrompu car la grande majorité des affaires politiques n'a pas de suite, ou aboutit à des non lieux ou relaxes.

10 – l'écologie est oubliée. Pourtant, la pollution provoque de plus en plus de désordres chez la santé des plus jeunes. Les précipitations ont diminué de plus de 75 % en montagne, lieu de stockage de l'eau pour les populations. Mais personne ne dit rien. Les actions possibles, comme je le revendique, sont dans les cartons, mais seulement dans les cartons. Les calottes glaciaires arctique et antarctique fondent trop rapidement, et la régulation de la planète s'est emballée dans le mauvais sens (ma théorie). Il y a une urgence extrême à agir.

11 – l'inégalité des salaires s'est accrue. Nous constatons aujourd'hui, qu'un footballeur qui n'apporte rien au système, gagne environ de 2 à 40 millions d'euros par an, et qu'un BAC + 5 en entreprise commence dans certaines structures, à 2000 – 2500 euros par mois, contre 1800 dans l'éducation nationale.

Le ratio est donc de 100 à 1800 environ. Les footballeurs les mieux payés gagnent 1800 fois le salaire d'un BAC + 5 débutant (en euros brut annuel), dans le meilleur (pire) des cas.

Comment veut-on développer la France, avec un tel ratio, et une telle démotivation pour le travail lorsqu'un jeune constate ce fait ? Comment peut-on assurer l'équilibre financier et psycho-sociologique d'un peuple avec de tels écarts, de telles injustices ? Le footballeur, après une année, a amassé l'équivalent de 25 générations de salaire de BAC + 5 ! 1000 années de travail, en un an ! C'est hallucinant. Stoppons l'hémorragie par la taxation à 80% des salaires au-dessus d'une tranche qu'il va falloir déterminer. Idem pour la santé dont on verra tout à l'heure le mécanisme de recettes, la taxation sera proportionnelle aux revenus.

12 – c'est grâce à notre plus-value que les entreprises font du bénéfice, et que les hommes politiques puisent dans les caisses, en se croyant « les gens d'en haut », les « avec dents », les intellectuels de la haute, les « sachant », etc.

Parallèlement, comment peut-on motiver les jeunes, si d'autres arrivent à vivre sans travailler ? J'entends sans travailler officiellement, sans fiche de paie et salaire, ou sans travailler tout court, en restant à la « maison ».

Nous savons aussi beaucoup d'autres choses, mais je ne les listerai pas toutes ici. Je souhaite juste développer les plus importantes, et exposer aux personnes qui se posent des questions, quelques réponses et axes prioritaires de décisions.

LE MENSONGE POLITIQUE 2

Si vous écoutez les hommes politiques, tous disent dans les grandes lignes, le même refrain. Le plein emploi, l'union (être unis veut dire quoi, d'ailleurs ? s'enrichir pendant que d'autres crèvent ?), la solidarité, la démocratie, la république, la croissance, etc. Bref, des discours « politiquement corrects », « audibles », « crédibles », avec de belles élocutions, mais, et c'est là le point le plus important de ce livre, sans fond. Le fond conjugué à la forme : deux paramètres primordiaux pour un futur homme politique digne de ce nom, digne des plus hautes écoles. Seules certaines limites sont positionnées selon que nos élites sont « de gauche » ou « de droite ».

À la fin d'un discours, posez-vous des questions : quelles solutions m'apporte cet homme ? quels objectifs sont définis, quels moyens ? comment, et quand ? Vous comprendrez alors, que vous n'avez pas la réponse à votre question, que ce discours n'a servi finalement qu'à vous en mettre plein les yeux, et à vous dire intérieurement : « oui, c'est pas mal ce qu'il dit ». Oui, c'est pas mal, mais insuffisant, voir erroné ou mensonger. On vous ment, et on vous embobine.

Fillon, Macron, Hamon, Le Pen, et consorts développent des problématiques bien évidemment pertinentes, mais surtout des aberrations de langage. Ils tournent leurs phrases suffisamment avec adresse, pour que vous ne perceviez peu ou pas, les véritables enjeux sous-jacents. Après le débat présidentiel des 11 à la télé, je pense que MM Asselineau et Mélançon sont les plus proches d'une politique énergique et efficace (le vote dépend après de nos propres convictions). Mais le débat manque encore de précision comme nous le verrons ci-après. MM JLM

et Asselineau sont ceux qui portent le discours le plus crédible, et dans la refonte de l'institution de l'état, et dans la prise en compte des problématiques énergétiques. Ils se positionnent vraiment en hommes politiques qui changeraient le système.

La tendance actuelle est de supprimer les conventions collectives et transformer nos contrats de travail en miroirs de leurs homologues US. Le minimum que nous pourrions demander à un candidat à la présidence, est d'avoir un programme complet (non verrons après ce que veut dire « complet » !) ficelé au moins six mois avant le vote pour nous laisser le temps de se l'approprier.

Pourquoi « pas de programme argumenté » ?

EN VOICI QUELQUES EXTRAITS

Proposition de mon analyse de ces quelques lignes de « programme » :

« ... nous formerons 1 million de jeunes et 1 million de demandeurs d'emploi ... ». Après la lecture de cette courte proposition, je n'ai pas les réponses aux questionnements suivants : « comment, avec quel argent, qui gère, quelles natures de formations, quelles durées » ?

Concernant les agriculteurs : «... nous les aiderons à être payés au prix juste... » Quel est le juste prix ? « nous les aiderons », mais comment ? Sur quels produits ? Et pendant ce temps-là, les sportifs et les grands patrons sont-ils payés au juste prix ? De quel droit le gouvernement où les industriels peuvent-ils décider du profit des

agriculteurs ?

Exemple typique de ma démonstration ci-avant : ces phrases sonnent juste, et on se dit « ouais, il est pas mal, ce candidat ». Mais ce ne sont que de belles paroles de politicien, de belles paroles comme il y en a depuis 50 ans. Mais il n'y a pas de fond : explication (méthodologie), comment (procédure), quand (durée), avec qui (acteurs), pourquoi (cause du problème), avec quel argent (budget), et surtout, comment seront quantifiés les résultats (indicateurs et formules de reporting) ?

Ces programmes sont creux. Il y a la forme, de belles phrases, mais pas de fond. Ce ne sont pas des programmes car les solutions envisagées ne reposent pas sur des méthodologies concrètes.

M Macron (s'il est élu) va-t-il demander au PDG de Lactalis, qui a rompu plusieurs contrats d'agriculteurs, de fixer un « juste prix » ? Va-t-il lui demander d'indemniser les familles de ceux qui se sont suicidés ? Il aurait pu le mentionner dans son « programme » et le prouver dans les premières semaines de son mandat.

J'ai pris l'exemple d'Emmanuel Macron, mais chez tous les autres candidats (ou presque), le constat est identique. Tous les candidats n'iraient pas jusqu'à l'exposition des notions ci-après pour la bonne et simple raison qu'ils ne seraient pas élus. Ôter le secret bancaire ! quelle monstruosité !

Oui, mais cela permettrait de dénicher les profiteurs, les bandits, et tous ceux qui planquent de l'argent hors d'atteinte du fisc et qui ruinent notre pays. Personnellement, je n'ai rien à cacher.

« ... nous les aiderons », « nous y arriverons », « c'est ma conviction », « je suis convaincu » ... « je veux » ... extrait du programme de F Fillon : « Je veux lever certaines contraintes inutiles et simplifier les démarches qui encadrent la pratique de la chasse. » ...

... « je veux » « je veux » ... et après ? si les objectifs ne sont pas atteints, l'argumentaire deviendra « ... j'ai voulu, mais eux, non ! donc j'ai pas pu. » *smile!* « Je veux lever certaines contraintes inutiles ... » = ça ne veut strictement rien dire. Du blabla ! rien que du blabla !

De plus, la chasse ! Un plombage de la nature au service d'un groupuscule de « gallinettes cendrées » pollueur et irrespectueux !

CHAPITRE II

LA SANTE

Depuis 12 ans, je fréquente des centres hospitaliers moyens, de la taille d'un bassin de 200 000 personnes, puis, récemment, un CHU. Je côtoie les professionnels de santé, écoute et entends les problématiques journalières soulevées par les services sensibles.

Ces services sont ceux que nous appelons, les « lourds ». Urgences, gériatrique, addictologie, SSR, oncologie, néphrologie notamment.

De par mes fonctions, j'ai participé étroitement aux basculements de deux services d'Urgences. L'engagement de ces professionnels est sans commune mesure, démesuré et total. Le rythme, la pression, le risque et le conflit avec le public sont autant de paramètres à gérer au quotidien.

L'hôpital manque de moyens aujourd'hui, et hier. Depuis quelques années, les gens changent. Les procédures contre les hôpitaux se multiplient. Les agressions du personnel, physiques, verbales, psychologiques, sont toujours plus dures, plus intenses, plus

fréquemment observées.

L'état manque de fermeté pour protéger des fonctionnaires qui se bougent et qui s'engagent. De la fermeté, mais également une stratégie financière à long terme pour protéger notre système de santé, s'avèrent incontournables.

Le public se plaint trop souvent de nos professionnels. Je comparerais l'hôpital public et les cliniques, à des autoroutes gratuites et payantes. Si vous empruntez une autoroute gratuite et que vous vous plaignez du temps de parcours parce qu'elle est surchargée, c'est exactement la même chose aux Urgences publiques, où nombre de familles de patients se plaignent des conditions (attente, prise en charge, soins). À l'hôpital public, l'autoroute est à deux fois deux voies, alors que celle d'à côté, privée, est à deux fois trois voies avec l'argent de l'état.

Si j'étais aux manettes du gouvernement, sans être énarque ou autre, voici ce que je ferais avec ma connaissance du terrain et une logique assez simple finalement. Les institutions publiques bénéficieraient d'un nouveau calcul de l'argent versé à l'état, celles, privées, se débrouilleraient de A à Z.

En trois mots, sauvons la santé publique. Après une refonte des réductions des impôts sur les sociétés, j'estime que chacun à sa part à donner pour la santé. Nous payons bien des surcoûts de consultation de spécialistes, nous pouvons alors payer un surcoût pour sauver l'hôpital public. On peut aussi transférer une partie du budget « défense » vers l'hôpital, ce qui serait une meilleure chose que d'envoyer des rafales en

Syrie qui ne sont que des avions en papier et des « tirs dans l'eau » au regard des puissances russes et américaines, et surtout, au regard des résultats obtenus. Voici mon programme « santé » :

A - Développer la mise en place de moyens supplémentaires pour le personnel non médical et médical hospitalier par :

1. La diminution du personnel administratif et la suppression du recours aux consultants extérieurs dans toutes les missions suivantes, sauf celles d'assistances juridiques : exemple - schéma du projet d'établissement, organisation, logistique, assistance à maîtrise d'ouvrage, assistance en ressources humaines, assistance technique MOE pour des projets inférieurs à 2 000 000 €, contrats de services en exploitation.

2. L'acquisition de fonds supplémentaires destinés aux hôpitaux publics par la suppression totale des aides et subventions aux établissements privés.

3. La réduction des frais de secours hélicoptérés et terrestre : seuls les SAMU, POMPIERS et PGHM seraient compétents. Faire payer les secours automatiquement en les indexant aux contrats de polices d'assurances. Gain = 500 M€.

4. Une participation accrue aux paiements de consultations hospitalières sur la base suivante :

Consultation urgentiste indexée sur les revenus, dont partie CPAM à 100% pour les salaires < à 1,5 fois le smic, dégressive proportionnelle, et jusqu'à 0% pour les revenus supérieurs à 100 000

€ annuels, facturées 30 € pour les salaires > à 1,5 fois le smic, et jusqu'à 2 fois le smic, et 60 € pour les consultations de spécialistes.

Le forfait hospitalier représente votre participation financière aux frais d'hébergement et d'entretien, entraînés par votre hospitalisation. Il est dû pour chaque journée d'hospitalisation, y compris le jour de sortie.

Montant du forfait hospitalier.

Le montant du forfait hospitalier est fixé par arrêté ministériel.

Depuis le 1er janvier 2010, il est de :

18 euros par jour en hôpital ou en clinique ;

13,50 euros par jour dans le service psychiatrique d'un établissement de santé.

Là, même constat : une partie serait indexée sur le revenu. Part CPAM à 100% pour les salaires < à 1,5 fois le smic, dégressive proportionnelle, et jusqu'à 0% pour les revenus supérieurs à 100 000 € annuels, journées facturées 20 € pour les salaires > à 1,5 fois le smic, et jusqu'à 2 fois le smic, et proportionnelles pour les revenus supérieurs.

Ces forfaits seront indexés sur le revenu par tranches proportionnelles. Au-dessus de deux fois le smic de revenus mensuels, par conséquent, la personne paiera proportionnellement ses frais et hébergements hospitaliers.

Exemple :

Une personne gagne 2400 € par mois – elle paiera aux urgences 30 €, et pour une consultation de spécialiste, 60 €.

D'une manière proportionnelle, les autres personnes qui gagnent différemment contribueront de la sorte :

2500 € par mois - urgences = 31,25 €, spécialisation = 62,5 €.

5000 € par mois - urgences = 62,5 €, spécialisation = 125 €.

500 000 € par mois – urgences = 6250 €, spécialisation = 12500 €.

La CPAM rembourserait d'une façon dégressive, avec une formule liée à la proportionnelle et dont le plafond est le même qu'aujourd'hui. On applique un taux de 0% dès 10 fois le smic, soit environ 150 000 euros de revenu annuel net.

Un salaire de 150 000 € annuel, payerait 156,24 € sa consultation aux urgences, sans être remboursé. Il serait remboursé en fonction de la cotation de l'acte ou de l'accident, telle qu'elle est déjà appliquée.

5. Dernier effort : le forfait journée hôpital augmenté de 10%.

Que signifie cette proportionnalité : tout simplement pour que l'égalité aux soins, prônée par notre pays, et fleuron de notre vitrine hospitalière, soit concrète, et qu'un smicar puisse se soigner autant qu'un

patron qui culmine à 500 000 € par mois. Idem pour la classe moyenne. Une personne qui gagne 4000 € par mois, paiera plus qu'une personne à 2400 €. Mais au final, la proportionnalité sera la même et chacun aura accès aux soins de façon égale. Aujourd'hui, ce n'est pas le cas.

Cette entrée d'argent permettra d'augmenter considérablement les effectifs (IDE, AS, ASH, PH), et de mieux les payer. Des aides, issues de ces nouvelles recettes, seront aussi distribuées aux médecins de campagne. Un médecin de campagne aide à la réduction des déplacements, et des frais de secours.

Certes, sur des gros salaires, cela fait bizarre de lire ces équations, mais au final, celui qui fera un chèque de 6250 € pour sa consultation aux urgences, aura la même impression que celui qui règle 30 € sur ses 2400 € de salaire.

Constat prémonitoire : les gros salaires vont hurler, en criant que finalement, la santé leur coûte davantage que les impôts déjà payés. Mais ma réponse est la suivante : quand bien même un salarié à 8300 € mensuel, irait 4 fois chez le généraliste par mois, cela lui coûterait 416 €. Avec 7900 € restant, c'est toujours bien mieux qu'un salaire de 2400 – 120 = 2280 € (pour autant de consultations).

Bref, cela s'appelle la solidarité proportionnelle positive. Je n'ai pas fait le calcul global de gains sur ce type de montage, mais une chose est sûre, l'argent va couler désormais à flot pour moderniser nos établissements de santé. Le renflouement des caisses des hôpitaux n'est plus un rêve, de même que l'amélioration continue de la qualité des soins et de la prise en charge du patient.

Cas des étrangers :

Ce problème est délicat. L'état des lieux démontre que des ardoises (petites et grosses) sont généreusement laissées à nos administrations. Si un français va à l'étranger, et se blesse, généralement, son assurance le couvre (tout ou partie – attention à votre police d'assurance quand même). Le problème est d'avancer les fonds. Mais ni les américains, ni les russes, ni les chinois ne se préoccuperont de cela ; vous payerez, et vous vous ferez rembourser après.

Je propose la même méthode. Que nous soignons d'emblée toute personne, oui. Mais que nous payons, nous, contribuables, pour que tout le monde vienne en France se faire soigner (presque) gratuitement, cela me semble pas très logique.

Autres axes de réflexions :

B - La réduction du patrimoine immobilier des hôpitaux.

C - Le regroupement en schéma régional de pilotage hospitalier des commandes publiques.

D - La suppression des plateformes logistiques déportées.

E - Mise en place d'indicateurs de résultats (statistiques GMAO nationale) et de coûts de maintenance. Simplification de la réglementation incendie et accessibilité des personnes à mobilité réduite.

F - Favoriser les médecins de campagne (nomination d'office

pendant 5 ans à la sortie de promotion après avoir affecté les volontaires).

G - Désengorger les urgences par la création de maisons médicales permanentes intégrées au CHU et CH dont la permanence serait assurée par les internes en médecine coachés par les PH des urgences le cas échéant.

H - Favoriser l'accès aux soins des personnes âgées et leur encadrement dans des structures spécialisées : création de médipôles-gériatriques itinérants.

I - Obligation d'avoir la carte vitale pour la gratuité des soins à l'hôpital et aux urgences (personnes concernées). Suppression du tiers payant généralisé.

J - La mutuelle sera indexée sur les revenus.

K - Les couvertures spécifiques (dentaire, ophtalmo, etc.) seront basées sur les mêmes procédures que les soins classiques. Les dentistes et les spécialistes en médecine auront les mêmes bases de facturation. Seules les cliniques seront vraiment indépendantes, avec des fonds propres et des rémunérations libres. Leurs autorisations seront néanmoins gérées par l'agence régionale de santé.

Toutes les structures doivent être sous contrôle d'accès et vidéo surveillées.

Les parkings seront gratuits pour les patients et leur conjoint, à tarif

réduit pour les héritiers, et à tarif règlementé pour les autres usagers.

Réorganiser les services techniques, en y incluant dans les astreintes techniques, les missions SSIAP et sureté prévention du risque.

Créer un programme universel de travaux pour uniformiser les installations des hôpitaux, et des contrats de maintenance de territoire. Ces programmes seront rédigés par des spécialistes en marchés de conception réalisation avec des clauses d'intéressements et de pénalités.

Diminuer de 25 % la consommation énergétique des hôpitaux, réduire le recours au jetable, travailler avec l'industrie pharmaceutique pour réduire les emballages, et optimiser les conditionnements des cachets.

Supprimer le papier, créer un dossier patient informatisé unique.

Supprimer la viande à l'hôpital : en diététique, mis à part certains régimes post radiothérapie, il n'y a pas besoin de manger de la viande tous les jours. Pire, une fois par semaine suffit. Aujourd'hui, dans les selfs des hôpitaux, vous avez de la viande tous les jours, sans savoir d'où elle vient. Idem pour le poisson.

CHAPITRE III

SAUVONS LA FRANCE PAR L'INDEPENDANCE ENERGETIQUE - DEVELOPPEMENT DURABLE ET ENERGIE

Dans ce calcul de proportionnalité, inédit et moderne dans une philosophie d'accès aux soins pour tous, j'applique le même modèle pour l'énergie.

La santé et l'énergie, deux paramètres où tout le monde doit en profiter, de la même façon. Quels justificatifs démontreraient qu'un riche aurait le droit de polluer ou d'accéder à l'énergie plus facilement qu'un pauvre ?

Concernant l'éducation, celle-ci est gratuite et accessible à tous. Mais, comme nous le verrons ultérieurement, les gains générés par la proportionnalité du coût de l'énergie seront au service de l'éducation et de l'écologie.

L'homme brûle plus d'énergie fossile que la terre peut en fournir. Il est logique dans ces conditions de penser qu'un jour, l'homme se déchirera pour conserver la dernière goutte de pétrole, synonyme de contrôle géopolitique des forces militaires en présence. À moins que d'ici là, nous fassions voler des avions de chasse avec de l'énergie solaire. Mais j'en doute. En tant que spécialiste énergétique, permettez-moi de douter, même si je ne serai plus là dans 50 ans.

À partir de ce postulat, force est de constater qu'il est nécessaire pour la France d'accroître son indépendance énergétique, histoire de ne pas subir de plein fouet, les guerres civiles déclenchées par ces déséquilibres.

L'idée est de créer de la plus-value sur l'énergie pour financer les immenses travaux de recherche et de travaux tout court. Installer le solaire dans chaque maison (l'énergie reçue du soleil à la surface terrestre équivaut à l'énergie consommée issue du pétrole), développer des axes logistiques verts, supprimer les camions sur les routes, utiliser l'eau, l'air, le soleil et la terre comme ressources froides et chaudes.

Le zéro CO2 est impossible. Autant alors repousser la limite du « plus d'énergie fossile » le plus loin possible. Pourquoi je dis zéro CO2 impossible : car pour faire du béton et construire une centrale nucléaire, vous avez besoin de pétrole ; pour souder les tuyaux du processus nucléaire, vous avez besoin de pétrole, pour fabriquer les ordinateurs qui pilotent les installations, vous avez besoin de pétrole. Pour supprimer les centrales nucléaires, créer des éoliennes et des centrales marées motrices, vous avez besoin de pétrole. Pour fabriquer un train, fondre les éléments en fonte et acier qui structurent les châssis, vous avez besoin de pétrole et de gaz naturel.

Pour fabriquer une voiture électrique, les batteries, les pneus, les portières et les plastiques, vous avez besoin de pétrole.

Pour fabriquer des téléphones portables, des skis, des voiliers, des bateaux, des avions et des fusils, avec les techniques actuelles, vous avez besoin de pétrole.

Quand on vous dit que la croissance c'est bien, en fait, c'est aller vers la destruction de l'humanité. Toujours plus, c'est consommer encore plus ; et consommer, c'est user la terre de son énergie. Quand vous achetez un téléphone portable, vous consommez du CO2, vous alourdissez les décharges, et surcharger les serveurs internet qui consomment eux aussi, de l'électricité et des calories.

Quand on vous parle du réchauffement de la planète, on ne vous a pas tout dit. Mes renseignements sont issus de mon expérience (mesure des quantités de neige tombée depuis 1987), et de rapports spécialisés auprès du CNRS que je me suis procurés.

Je vous transmets des nouvelles toutes fraîches : le déficit en neige de l'hiver 2016 – 2017 est de 75% par rapport à l'hiver 1998-1999, dernier hiver à avoir eu des quantités de neige similaires aux années 1940-1980. Les températures ont été « des normales de saison » en décembre et janvier, alors qu'en arctique, il faisait 20°C au-dessus des normes de référence. Le mois de février a été plutôt chaud. Quand à mars, où l'hiver est sensé se terminer le 21, ce fut un mois catastrophique. Des températures chaudes jamais atteintes en montagne et une neige qui tombe en très faible quantité au-dessus de 2500 m. Mars est le mois où, normalement, l'hiver stocke encore beaucoup de neige. Il tombait habituellement de grandes quantités de précipitations neigeuses en mars.

– avril au-dessus de 1600 m. Depuis le réchauffement inhabituel de janvier 2015 et 2016, c'est cette année, les mois de février et mars qui se sont révélés extrêmement chauds. Mes courbes confirment la tendance de l'emballement du réchauffement climatique : entre 2500 et 1600 m, ces 900 m de dénivelé où la limite pluie-neige s'est élevée correspondent à un delta de température de 3°C à peu près. L'atmosphère se serait réchauffée de 3°C si on prend en compte les moyennes exceptionnelles des mois les plus froids des trois derniers hivers. Compte tenu de notre mémoire sur la quantité de neige (livres, films, et photos depuis 100 ans), cette tendance est statistiquement fiable.

Constat : la planète s'est réchauffée de 2°C en 100 ans, à mon avis, et ce réchauffement s'accélère pour atteindre, selon mes modèles, +6°C d'ici 2100, soit + 8 à 9°C par rapport à 1900. Ces résultats sont en décalage par rapport aux articles parus ces dernières années dans les journaux. Des pointes de 3°C, voire des moyennes annuelles de plus de 2°C relevées notamment en Suisse, corroborent la thèse que le phénomène s'emballe. Les derniers articles de presse, en mars 2017, traitent d'une volonté des états de limiter le réchauffement à 2°C. Il est trop tard. Il est extrêmement urgent de se regarder dans une glace et de ne pas se donner bonne conscience. Avec + 8 ou 9°C d'ici quelques décennies, l'homme est mort. Si nos enfants, nés en 2000, veulent vivre normalement, et avoir eux aussi des enfants, agissons maintenant. Et très vite. Le bouleversement, c'est maintenant.

Extrait de <https://global-climat.com/2017/02/16/tres-chaud-en-janvier-malgre-la-nina-annonce-la-nasa/>

Par [Johan Lorck](#) le [février 16, 2017](#)

« Il y a quelques mois encore, il semblait très peu probable qu'un nouveau record de chaleur soit battu en 2017. Nous en sommes peut-être un peu moins sûrs aujourd'hui, malgré le niveau exceptionnel atteint l'an dernier. On peut au moins dire que 2017 commence à un niveau intermédiaire entre 2016 et 2015, et cela malgré des conditions plutôt défavorables dans le Pacifique. Les températures ne sont pas retombées au niveau d'avant El Niño, puisque les moyennes annuelles en 2014 et 2013 avaient été respectivement de +0,75°C et +0,66°C. »

Bien avant 2100, les conséquences seront dramatiques. J'estime que le déséquilibre des écosystèmes de la terre entraînera de lourdes conséquences dans 10 ans. Et 10 ans, c'est demain pour vous et moi.

Que faire ?

Mettre du solaire dans toutes les maisons, supprimer le gaz naturel, et exploiter l'eau, l'air et le bois pour l'énergie thermique des bâtiments. Tous les bâtiments devront être autonomes énergétiquement d'ici 20 ans. C'est un challenge considérable, mais à attaquer maintenant. Et même en l'attaquant maintenant, nous ne sommes pas sûrs d'être prêts dans 20 ans. De plus, il y a la consommation de toute l'industrie et des transports à réduire !

J'ai une partie de la solution pour le solaire dans toutes les maisons.

Pour le reste, des études sont encore à mener, et nos ingénieurs Français, polytechnicien, Mines et autres INSA, ENSAM, SUPAERO sont largement assez intelligents pour trouver des solutions. Le bois, par exemple, est une ressource inépuisable. À condition qu'il soit reconnu, et bien géré. Pour l'instant, il ne l'est pas. Ces axes d'études devraient être prioritaires, et dans les programmes scolaires, et dans les thèses

universitaires. Aujourd'hui, l'homme doit concentrer son savoir « penser » sur la récupération et le stockage d'énergie propre. Sinon, il subira un changement tel, qu'il ne sera pas sûr de survivre.

Le problème réside aujourd'hui, non pas dans la capacité de l'homme à réfléchir, mais dans sa capacité à croire au changement. Aujourd'hui, aucun politique, aucun homme d'état, ne sont prêts pour impulser le changement que je propose qui est de faire payer l'énergie selon ses revenus. Pourtant, ce sont ces solutions d'énergies renouvelables à privilégier, simples à mettre en œuvre immédiatement, pour ne pas avoir une guerre civile sanglante d'ici quelques années.

Mes propositions pour une meilleure gestion du bois.

Supprimer toutes les activités motorisées dans les zones boisées sauf le bucheronnage.

Construire des chaufferies bois dans toutes les zones à proximité de forêts. Limiter le transport par camion et exploiter les forêts à proximité de ces chaufferies.

Exploiter le bois parcimonie, c'est-à-dire ne pas raser entièrement une coupe de bois, mais couper la moitié des arbres, et en replanter autant. Ramasser le bois mort, nettoyer toutes les forêts des arbres et branches mortes pour les injecter dans les chaufferies bois. Certains chômeurs et tous les prisonniers peuvent participer à ce travail. Ne pas couper des arbres en altitude ou avoir recours à des routes pour accéder aux coupes de bois. Remettre en ordre les forêts de moyenne altitude qui ont été saccagées ces dernières années. Ces activités de gestion du bois vont donner du travail à quelques chômeurs. Je l'estime à 1 millions

de personnes sur l'ensemble du territoire.

Pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) : interdire toute activité de soufflage de feuilles mortes (ces feuilles qui nous donnent de l'humus), activité qui représente tout ce qu'il y a de plus illogique chez l'homme : un coup de vent, et tout est à refaire. Suppressions des coupes d'arbre non gérées durablement, de la fauche des talus, des broussailles (hors région PACA), limitation de la tonte de pelouse à deux fois par mois, interdire les feux de broussailles (récupérer les broussailles et les injecter dans les chaufferies biomasse), etc.

Mes propositions pour une meilleure gestion des déchets.

Développer la biomasse (déchets verts), et le recyclage des déchets, tout en diminuant ces déchets (principalement les emballages et les déchets de chantiers).

Instaurer une consignation de tous les emballages, afin qu'ils soient restitués au magasin vendeur, puis à l'usine, et enfin recyclés. Déjà, si tous les emballages actuels revenaient à la fabrique, nous ne jetterions plus d'emballages. Idem pour les mégots de cigarettes. Consigner les mégots, les injecter dans des incinérateurs qui filtrent les fumées et recyclent la chaleur pour chauffer des bâtiments (publics par exemple).

Si possible, revenir à des emballages en verre ou en carton recyclable. Supprimer les méthodes de gaspillages des « fast-food ».

Mes propositions pour une meilleure gestion de l'alimentation.

Comme dans le film « demain », cultiver toutes les zones vertes, en ville, en banlieue, dans les jardins. Favoriser la polyculture.

Faire cultiver les prisonniers autour de leurs prisons (baisse des coûts de prisonniers), aider les agriculteurs par la gestion de l'acheminement des produits. Supprimer le lobbying des grandes surfaces.

Embaucher les chômeurs, les étudiants et lycéens. Leur apprendre à cultiver, et à ramasser les fruits de leurs productions.

Supprimer les engrais et les produits chimiques, et malheureusement, supprimer les flux européens de denrées alimentaires. C'est un non-sens absolu en termes de développement durable, et de pérennité de la qualité des produits. Nous n'allons pas continuer à acheter des tomates en Espagne, pour en vendre nous aussi à Barcelone ! Nous n'avons pas à acheter du lait et de la viande en Europe de l'est (je ne parle pas de la qualité !), pour jeter du lait chez nous, et provoquer la mort de nos agriculteurs !

Si nous ne gardons pas l'indépendance de notre agriculture, nous deviendrons vulnérables autant que nous le sommes énergétiquement parlant, dépendant des russes et d'autres pays. Curieusement, nos hommes politiques aiment bien manger, et bien boire. Sauf qu'ils tapent sur la tête des agriculteurs, et des petits producteurs avec des normes européennes complètement absurdes et anti naturel. En hôpital, le « cuisinier », si j'ose dire cuisinier, n'a pas le droit d'acheter des œufs « frais ». Ce sont des œufs en poudre. Sommes-nous d'accord avec cette façon de manger et de cuisiner, nous, français, fiers de notre histoire et de nos recettes mondialement connues ? Je ne le pense pas. Et pourtant, le système continue. Sans que personne ne s'en préoccupe.

Il est temps de refuser ces normes aberrantes, de reformuler nos valeurs. Il y a des bergeries et des fermes d'altitude qui, encore, ont

gardé le droit d'élever les bêtes, de produire sur place sans toutes ces machineries qui tuent la production de lait et de fromage. Ce sont les vies de nos enfants qui sont en jeu. Ce sont leurs cadres de vie qui sont en jeu aussi. Qu'attendons-nous ?

Mes propositions pour une meilleure gestion de l'électricité

Il faut sortir du nucléaire. Oui, mais comment ? Les écologistes, comme certains programmes, disent « il faut » ! Certes, le yakafautkon marche toujours très fort. Mais concrètement ?

1 - Limiter chaque personne à 2,5 kWh par jour. Pour 4 personnes au foyer, nous obtenons 3,65 MWh par an. (discerner les personnes ayant des matériels biomédical chez elles).

Actuellement, nous sommes à 14,4 MWh pour 4 personnes par an. Divisons par 4 notre consommation en l'imposant. Nous n'avons plus le choix.

2 – équiper chaque maison en photovoltaïque selon ce schéma de consommation.

3 – équiper toutes les toitures possibles en photovoltaïque.

4 – conserver l'hydraulique et le peu d'éoliennes que nous avons. Mais limitons nous à cela.

Mes propositions pour une meilleure gestion de la circulation et de la pollution atmosphérique

L'homme n'est pas logique. Preuve en est, les dispositions récentes prises pour lutter contre la pollution atmosphérique pendant les pics de pollution.

1 – faire respecter pour tous ! je dis bien, pour tous, les limitations de vitesses (réglages des radars + contrôles systématiques – camions, motos, voitures).

2 – si les vitesses sont réduites pour tous, les faire appliquer aux camions (qui continuent de rouler à leur vitesse habituelle, soit 90 km/h), et donc, qui continuent de polluer à raison de 30 l / 100 kms. Abaissons la vitesse des camions à 70 pendant les pics de pollution, et faisons appliquer cette loi (avant de tous les mettre sur le train !).

3 – proposer un barème logique, c'est-à-dire une limite de pollution au-delà de laquelle toutes les voitures concernées restent au garage, sans compter leur année de mise en service. Ex : une AX diesel de 1990, qui consomme 4 l / 100 km, polluera moins qu'une BMW 330 d de 2017 pour parcourir 15 kms matin et soir (équation simple de combustion de x litres de gasoil + attention au recyclage des filtres à particules ! le catalyseur de ces véhicules moderne est cancérigène, comme la combustion du diesel et de l'essence).

Fabriquer une BMW diesel catalysée 2017 génère plus de particules fines et lourdes que les particules lourdes d'une AX diesel 1990.

Concrètement, mettre une barrière à 110 g CO₂/km. Au-delà, tous les autres véhicules sont interdits de circuler. Que signifie cette logique ? Elle signifie que seuls les petits véhicules peuvent rouler. Les gros, même neufs, polluent beaucoup, et nécessitent aussi beaucoup d'énergie pour les fabriquer. Fabriquer un véhicule, c'est lui faire parcourir déjà 150 à 200 000 kms. Un X6 BMW de 2,2 tonnes, coûte en CO₂ 4 fois ce que coûte une AX diesel de 1990. Alors pourquoi autoriser un X6 de 2017 à rouler, et interdire une AX de 1990 essence ou diesel ? Ces mesures sont complètement illogiques, favorisent les riches pollueurs, et accentuent l'effet de serre qui est en train de nous tuer.

Une solution qui pourrait être étudiée, c'est de coupler en conduite normale le freinage de la voiture avec des alternateurs qui restitueraient l'énergie à la ré accélération vers des moteurs électriques (système très efficace surtout en descente via un programme dans le GPS). Une solution parmi d'autres, mais il y a tant à faire pour réduire nos émissions.

Ma proposition de grande révolution : l'indexation du prix de l'énergie ou comment appliquer la loi de « pollueurs payeurs »

L'écologie est un mot à la mode, mais aussi un mot tabou. Banni par les personnalités de droite, cette appellation n'a pourtant rien de gauche ou de droite. Nous sommes sensibilisés à l'écologie, ou pas. Nous allons l'être, de toute façon, que nous soyons « écolo, ou pas ».

Pourtant, l'écologie et ses applications peuvent être des vecteurs très forts de créations d'emplois, et d'indépendance énergétique. Cette indépendance est primordiale, sinon, nous

serons Russes, Chinois, ou Arabes dans quelques décennies. Mis à part la santé et le tourisme que nous pouvons conserver, à condition que les pays étrangers ne nous rachètent pas totalement, notre vulnérabilité dans d'autres domaines devrait nous inciter à prendre les problématiques à bras le corps. Ce n'est pas être gauchiste que de penser écologie : c'est être visionnaire (éviter que l'homme meure prématurément), capitaliste (il y a de l'argent à se faire quand même pour reprendre toutes les toitures de France en solaire selon mon brevet), et persuadé que chacun peut y parvenir.

Voici des exemples pour instaurer une véritable politique d'indépendance énergétique nationale. Ce n'est pas « l'écologie patriote », c'est l'indépendance énergétique obligatoire et logique pour que notre pays survive et ne soit pas dépendant des monarchies arabes, indiennes, russes, ou autres dictatures.

1 - Indexer le prix de l'énergie et les produits pétroliers sur le revenu de référence avec une formule proportionnelle pour les très hauts revenus : ex, un sportif qui gagne 1,2 M€ par mois, payera son litre d'essence 750 € (500 fois le prix actuel, qui correspond à son salaire d'environ 500 fois 2400). L'indexation sera aussi calculée en fonction du patrimoine car beaucoup de riches propriétaires terriens ne paient pas d'impôts. D'ailleurs, on peut être riches, sans « revenus »... Ce bouleversement engendrera un gain de un milliard d'euros de recette pour l'état rien que pour les footballeurs payés en France.

Un chef d'entreprise qui gagnera 50 000 € par mois payera son litre d'essence 31,25 €. Cette démarche s'imbrique dans la logique appliquée aux pétroliers : principe de pollueurs payeurs. Ces indexations seront

aussi programmées en fonction de la puissance fiscale du véhicule.

Gain : près de 200 milliards d'euros (calcul basé sur le tonnage annuel 2015 des raffineries françaises, multiplié par le rapport proportionnel de chaque classe de revenus) ; avantage : réduction de la consommation énergétique de la France, et accroissement de l'indépendance énergétique (diminution des transports et de la consommation – meilleure prise en compte par les ménages de la problématique énergétique).

Tous les salaires du smic à 1,5 fois le smic, mais sans patrimoine, auront le même prix à l'énergie qui sera de 20 % moins cher que le prix de base de l'énergie (Gaz naturel, fioul, essence, GPL). Les salaires de 1 à 1,5 fois le smic avec patrimoine acquis, c'est à dire sans crédits, payeront l'énergie au prix de 2017 et sans augmentation jusqu'en 2022.

Vous me direz : les frontaliers iront se servir à l'étranger, et le reste aura aussi tendance à pratiquer la contrebande. Certes, mais la douane sera reconstruite plus efficacement, avec des effectifs et des procédures qui permettront de s'opposer aux pratiques illégales et de lutter contre le terrorisme.

Je rajouterai bien de limiter le nombre de litres de pétrole par habitant et par an, mais cela risque de faire polémique... L'homme n'est pas prêt à cela. Mais si nous ne sommes pas prêts maintenant, la nature nous l'imposera.

2 - Initier un grand programme de fret ferroviaire dans la vallée du Rhône, les vallées alpines, l'Aquitaine et le centre de la France. Tous les poids lourds en transit devront se déplacer en fret.

3 - Reproduire les initiatives de supprimer le fauchage des talus (communal, métropolitain, et le long des nationales). Supprimer le soufflage des feuilles, et toute activité avec engins thermiques « soit disant pour maintenir en état les lieux » ! la terre existe depuis 4,5 milliards d'années, et n'a pas eu besoin de nous pour souffler les feuilles, et couper l'herbe !

4 - Développer le nettoyage des zones vertes polluées et leur « réintégration terrestre » : cette démarche favorisera l'insertion ou la réinsertion, la formation professionnelle, et la formation auprès du monde carcéral, des chômeurs et apprentis.

5 - Faire payer les accès touristiques à Chamonix, Haute Tarentaise, Haute Maurienne, Clarée, Tinée, Gavarnie, vallée d'Ossau, pour les voitures et motos sauf les riverains. Gérer les fonds récoltés pour aider le bâtiment à la transition énergétique.

6 - Les tunnels du Fréjus et du Mont Blanc seront transformés en tunnels ferroviaires. Le prix devra être divisé par deux, et la fréquence de passage doublée. Des trains seront développés dans les autres vallées de montagne ; les billets seront réduits, et leurs coûts, compensés par les péages autoroutiers réévalués. Pendant les travaux, le trafic devra être réduit et passer par un seul tube. Pour le Mont Blanc, le trafic sera supprimé.

7 - Réduire les consommations énergétiques de 25 % de toutes les structures publiques en deux ans, et les doter de 100 % d'énergie propre en 20 ans.

8 - Interdire l'abattage des arbres en bord de route et en ville. Passer

systématiquement les zones boisées au cœur des villes en zones classées.

9 - Replanter les arbres coupés récemment dans la ville de Chambéry et les autres villes le cas échéant. Replanter systématiquement les arbres coupés des parcelles forestières ayant été mises à nues ces dernières années. Remettre à l'état naturel les anciennes routes forestières. Interdire les coupes de bois qui mettent à nu les parcelles et fragilisent les sols

10 - Favoriser le solaire thermique en maison individuelle, immeuble et entreprise avec un taux d'amortissement de trois ans.

11 - Favoriser l'enfouissement des lignes HT et THT. Limiter les kWh utilisés par foyer.

12 - Faire payer les rocade de toutes les villes (gestion par l'état), et reverser l'argent dans l'isolation thermique des immeubles des banlieues et leurs aménagements pour plus de convivialité.

13 - Développer en parallèle les tramways ou trains qui permettront de remplacer ces rocades.

14 - Augmenter la réduction d'impôts pour les cyclistes et les motocyclistes pilotant des cylindrées égales ou inférieures à 125 cm³, qui se rendent à leur travail.

15 - Instaurer une taxe des déchets indexée sur le poids des déchets produits.

16 - Uniformiser, développer et rentabiliser le tri de tous les déchets. Interdire les emballages non recyclables.

17 - Les voitures 4*4, utilitaires 4*4 et camions 4*4, les quad, moto cross, trial, enduro, scooter des mers et des neige, motos supérieures à 50 kW, bateaux supérieurs à 80 kW, payeront 3000 € par an de taxe écologique (sauf engins forestiers et agricoles) et leur contrôle technique sera obligatoire dès la seconde année et seront facturés 500 € + contrôle de la puissance des motos, quad, scooters et bateaux sur banc de charge avec pose d'un celé sur l'arrivée d'air et le programmeur de l'injection.

18 - Les radars seront modifiés en période de canicule : 80 pour les voitures, 70 pour les camions, et 80 pour les motos. Tous les véhicules seront contrôlés, ce qui implique des radars avant toutes les sorties d'autoroutes, flashant devant et derrière, et qui calculent la moyenne du véhicule. Cela implique aussi de calculer la vitesse moyenne pour un véhicule qui parcourt la totalité d'un parcours autoroutier, et de le verbaliser s'il dépasse la moyenne calculée par ordinateur. Idem en période de non canicule : le respect de la vitesse sera scrupuleusement vérifiée. Aucune tolérance ne sera acceptée, que le conducteur soit un politicien, une vedette du show-business, ou un sportif.

19 - Les stations de ski pourront rénover leur parc, mais les extensions avec de nouvelles remontées mécaniques situées en dehors du périmètre actuel de chaque station, les aménagements VRD (nivellements, collecteurs, arasements, ou autres terrassement en pleine montagne) seront désormais interdits.

- Les extensions de canons à neige seront interdites et les installations existantes seront exploitées en fonction de la pluviométrie de l'année écoulée.

- Les activités motorisées de plein air seront autorisées sur arrêté préfectoral dans certains lieux, mais interdites au-dessus de 700 m d'altitude.

20 - Les baptêmes d'hélicoptères et d'avion de tourisme seront soumis à autorisation préfectorale, de même que les sauts en parachute et en wingsuit.

21 - La création de parc d'attractions en zones forestière ou agricole sera interdite, de même l'extension de parcs existants.

22 - Toutes les extensions immobilières en montagne seront stoppées. Il y a tellement de travaux à faire pour rénover le parc immobilier existant, que les entreprises ne seront pas lésées.

23 - Création de parcs naturels régionaux de la Lauzière, du Dévoluy, de Belledonne, du Queyras, du Lubéron, du Vignemale et du cirque de Gavarnie qui seront réglementés comme les parcs nationaux.

24 - Les refuges seront interdits d'assistances héliportées pour les denrées, l'énergie de toute nature, et l'approvisionnement en eau. Ou plutôt, utiliser les prisonniers pour ces tâches. Ils ne s'en porteront que mieux après un séjour en altitude.

25 - Toutes les stations de ski devront être équipées de stations d'épurations spécifiques. Les études de ces stations d'épurations seront validées par le ministère de l'environnement. Leurs constructions seront soumises à autorisation et non subventionnées.

26 - Les motoneiges seront interdites pour les loisirs hors terrains

aménagés privés.

27 - Les 4*4, les 6*6, quads, motocross, enduro, moto trial, deux roues motorisées, quelles que soient les tailles, seront interdits pour les loisirs dits "verts", c'est à dire hors route asphaltée, sauf dans des terrains aménagés privés et clôturés. Des arrêtés préfectoraux seront nécessaires pour que ces terrains soient agrémentés et permettent la pratique de ces sports motorisés. Seuls seront autorisés les véhicules pour les entreprises forestières.

28 – Limiter la consommation d'eau à 30 litres par jour et par personne.

Il n'y a pas besoin de voir plus loin pour développer un programme de développement durable. Initier toutes les actions, et les mener dans le temps, seront des challenges très pertinents et performants au sein desquels toute la population, et surtout nos enfants, y trouveront un avantage. Je sais, c'est dur à lire, mais nous avons connu l'abondance, et maintenant, nous allons connaître la restriction au service de la préservation de l'humanité.

L'ANTARCTIQUE

L'océan glacial austral se réchauffe. Les barrières de glaces Larsen A (1995), larsen B (2002) et larsen C (2018), sont les témoins indiscutables d'un réchauffement climatique accéléré par l'homme. Si des réchauffements ont été identifiés par le carottage glaciaire, aucun élément ne nous permet de contredire que ce phénomène actuel est dangereux car accéléré soit par la pollution atmosphérique et aquatique, soit par un phénomène naturel cyclique, soit par les deux. L'équilibre

thermique mondial n'est plus. Chaque année, 1600 milliards de tonnes de glace (soit $1,57 \cdot 10^{15}$ kg environ) fondent dans la mer et limitent la régulation thermique de l'atmosphère terrestre (données 2013). En 2018, c'est Larsen C, $9,87 \cdot 10^{15}$ kg qui se désintégrera et fondra dans l'océan. Cet iceberg représente **6,3** fois toute la perte mondiale de glace en une année ($6,3 * 1,57 \cdot 10^{15}$ kg du reste des glaciers mondiaux). La désolidarisation de cet iceberg est excessivement inquiétante, surtout pendant l'hiver austral (juillet 2017). C'est hallucinant ! La dérégulation terrestre s'est emballée, et une prise de conscience collective mondiale s'impose pour que l'homme puisse subsister. Ne voyez pas en cette notion de dérégulation, une appropriation scientifique marginale de ma part. Mes analyses corroborent beaucoup d'autres témoignages scientifiques. Seulement, ces témoignages restent discrets, voire cachés. Ce que j'écris ici est un constat qui mérite d'être communiqué à grande échelle.

Lorsque vous prenez une douche, vous avez entraîné la désintégration de Larsen C, puis, prochainement, d'une quatrième calotte glaciaire. Les milliards de douches journalières et les rejets industriels, sont les causes, entre autre, de ces désintégrations.

La saison hivernale 1986 – 1987 a sonné le début des hivers secs dans les Alpes, et les glaciers ont nettement commencé à reculer à partir de la fin des années 80. Depuis cette saison charnière, seule 1998 – 1999 a été « normale » en quantité de neige tombée. Puis, c'est au cours de l'hiver 2014 – 2015 que j'ai vraiment constaté l'emballement du dérèglement climatique par des écarts de températures inhabituels, et des inversions thermiques alarmantes. Pourquoi 1987 ? Pourquoi 2015 ? Personne ne le sait, mais ces constats méritent une communication

soutenue de l'état, et que chacun prenne conscience qu'il peut être acteur d'un changement positif : utiliser moins d'eau chaude, limiter ses déplacements en voiture, ses déchets, acheter en local et réduire les échanges commerciaux sur les denrées alimentaires, telles sont ces actions concrètes faciles à mettre en œuvre pour le bien de nos descendants, et de nous-mêmes d'ici 10 ans.

L'ARCTIQUE

Même combat ! Sauf que la disparition de la banquise va accroître les forages pétroliers, supprimer la faune présente sur cette zone, accélérer les échanges commerciaux par voie maritime, et donc, la pollution atmosphérique et terrestre d'un écosystème hyper-fragile. Il n'y a bientôt plus d'ours blancs, et les oiseaux, les phoques, les otaries, et pleins d'autres espèces maritimes, disparaîtront prochainement pour augmenter les profits des industries pétrolières. Qui dit profit issu du pétrole, dit consommation accrue. Nous savons que nous allons dans le mur, mais nous ne freinons pas. Nous accélérons.

Comme tout être humain, je vous demande, chers collègues, chers décideurs politiques, de faire passer ce message : si nous mettons en place des réformes ou des sanctions, le peuple ne suivra pas. Si nous donnons l'exemple, et que nous sensibilisons notre société, notre continent, nous serons suivis.

CHAPITRE IV

L'EDUCATION

Deux exemples représentatifs : l'accompagnement des élèves en échec scolaire, la prise en compte du handicap à l'école : ou comment revaloriser les filières d'enseignements.

Nous savons que notre système est globalement bon ; les grandes écoles, les universités, l'évaluation et la prise en compte du développement de l'enfant dès 3 ans.

Mais comme toute administration depuis 20 ans maintenant, il n'y a plus de sou. Faire plus, avec moins, faire aussi bien qu'avant, avec 25 % d'élèves en plus par classe.

Comme nous le voyons dans ce livre, l'argent, nous l'avons. Si l'homme veut, il peut. Pourquoi avons nous de l'argent avant, pour ne plus en avoir maintenant ?

Pourquoi avant, la voiture moyenne coûtait 6 mois de salaire, et

maintenant, 1, voire 2 ans de salaire ? Les Audi, BMW, 4*4, voitures de sport et de prestige pullulent sur la route. Alors je suis sûr que nous avons les moyens. Trouvons-les.

Les enseignants sont aussi à bout de souffle. 2000 € bruts pour un professeur des écoles débutant BAC + 5. Pensez-vous qu'il est motivé ? Moi pas, et je propose de mettre la barre à 2200 € net.

Rapide calcul :

60 % d'augmentation des salaires des fonctionnaires amène à une dépense de 8 milliards € environ. 8 milliards, c'est moins de 4 % de ce que je propose de récupérer avec la proportionnalité de l'énergie, donc l'objectif est réalisable. Nous pourrions même doubler le salaire des fonctionnaires, sans que cette augmentation se sente dans le budget de la France. J'en vois qui salivent, et c'est une bonne chose. Nous pourrions aussi augmenter les salaires des professions intermédiaires, BAC +2, +3, +4 dans le privé, qui, souvent, flirtent avec le SMIC à l'embauche. Fixons-nous des challenges pour qu'ensemble, le pays aille positivement de l'avant, et dans l'harmonie, et dans le respect de chacun.

Dès la maternelle et le CP, les enseignants auront un objectif de diagnostiquer et recenser les élèves qui présentent des difficultés d'apprentissages dans les matières principales (c'est déjà le cas, mais la suite de la méthodologie est différente). À partir de ce diagnostic, des programmes spécifiques de détermination des points forts seront appliqués pour diriger les élèves vers les domaines où ils se sentent mieux (sans les changer de classe). C'est une méthodologie dite « de psycho positivisme de l'enfant ». Comme dans les pays nordiques, l'enfant aura une attention

particulière dans les matières principales à des créneaux horaires définis (efficacité prouvée entre 8 et 10 h (ou 9 – 11), et entre 14 et 16 heures). En dehors de ces horaires, l'enfant aura le loisir de s'exprimer dans les domaines avec lesquels il ressent le plus d'affinité (bricolage, jardinage, cuisine, dessin, travaux manuels, sports, échecs ou conception – légo, mécano, etc)... Evidemment, ça suppose un peu de moyens... et d'aménagement du temps scolaire.

De 8H30 à 16H30, avec une pause de 12 h à 14 heures. Cette pause privilégiera des temps cruciaux : repas, sieste, puis activité physique.

En parlant de moyens, et après recueil auprès de professionnelles des écoles maternelles qui trouvent le sujet intéressant, je proposerais un service militaire civique obligatoire. Une partie du contingent aura le loisir de venir aider pendant une année les enseignants pour manager, sous leur tutelle, les activités permettant aux enfants de s'exprimer en dehors des matières générales (un « militaire » par classe jusqu'en CM2). L'ensemble du contingent (à 18 ans) aura le choix d'effectuer le service militaire en école, en production (bâtiment, industrie, agriculture), en mairie ou collectivités territoriales (environnement), et dans les filières déchets. Ils seront rémunérés 1300 €. Vous noterez que j'ai ôté les filières numérique et conception (bureau d'études) car à force d'avoir le derrière dans un fauteuil et devant un écran, on oublie la « vraie vie ».

L'enfant apprendra donc à son rythme, tout en pratiquant ce qui lui semble pertinent à son goût, et nos jeunes de 18 ans auront au moins une année d'expérience professionnelle sur leur CV.

À 14 ans, des filières spécifiques d'apprentissages, 50% pratique, et 50 %

théorique, seront identifiées et proposées aux élèves en difficulté théorique en partenariat avec les entreprises (bâtiment, énergie, transport, agriculture, production, environnement, numérique « why not » !), avec l'obtention d'un CAP à 16 ans. À cet âge, l'enfant aura le choix de continuer en BEP ou bac PRO, où travailler définitivement comme salarié = salaire au SMIC obligatoire et 35 heures travaillées. C'est une grande nouveauté que de revenir au travail à 16 ans. Mais cela me semble indispensable, pour éviter les « combats de rue » de jeunes sans avenir, et qui n'ont pas eu l'opportunité de donner du sens à leur existence.

On nommerait cet objectif « 16 ans pour devenir un acteur » ... où « identification dès le cycle primaire des élèves en difficulté, et accompagnement de ces élèves dans des classes pratiques avec aménagement des horaires, où les cours théoriques seront lissés jusqu'en quatrième (ou jusqu'à la classe atteinte par l'élève à 14 ans), pour que ces élèves sachent écrire, lire, compter, connaître l'histoire et la géographie, et avoir des notions d'anglais » quel que soit l'enfant.

LES RYTHMES :

8H30 11H30, 13H30 16H00 - maternelle et primaire

8H30 12H00, 14H00 17H00 - collège dont 4 heures de sports et nature

Sieste et temps de repos ou sports proposés entre 13H et 14H00

8H30 12H00, 13H30 17H00 - lycée dont 4 heures de sports et nature - régime de 5 +2

Le calendrier scolaire s'étalera jusqu'en juin de la maternelle à la seconde.

Deux mois de vacances d'été.

Deux semaines de vacances consécutives pour les périodes d'automne, des fêtes, d'hiver, et du printemps.

Un stage unique en production ou en conception industrielle ou informatique, d'une amplitude de trois semaines avant le bac de français, sera obligatoire. Les entreprises n'auront pas à financer le coût de ce stage. Ce sera l'état qui versera 200 € par étudiant, et 1000 € à l'entreprise.

Toutes les structures d'éducation publiques ou privées seront sous contrôle d'accès et vidéo surveillées. Les dispositions seront identiques pour les crèches, les centres de vacances, les structures diverses d'accueil de mineurs (centres sociaux, paroisses, bibliothèques, piscines, etc.)

Cet extrait est un exemple détaillé de programme, une ligne pour certains, un paragraphe conséquent pour d'autres qui s'en donnent les moyens. Si toutes les lignes représentant les belles pensées de nos candidats étaient détaillées de la sorte, nous saurions à quoi nous en tenir.

Ici, on perçoit mieux, je l'espère, l'objectif à atteindre, les solutions mises en œuvre, et les moyens.

On me dira, oui, mais les 1300 * 12* 800 000 euros (12,48 milliards d'euros ! une paille !) versés aux jeunes en service civique, où va-t-on les trouver ? J'ai une « partie » de la réponse à cette question qui peut être

trouvée dans les prix indexés de l'énergie avec les quelques 200 milliards de recettes.

Créer un maximum de 24 élèves par classe en primaire, 20 en maternelle, 26 au collège, et 30 en lycée.

Développer l'éducation par la notion de groupe de niveau, dont la progression sera simultanée.

Retrouver la culture de l'autorité et de l'éducation : les professeurs auront carte blanche en terme d'autorité sauf insultes, et gifles ou coups entraînant une apparence même temporaire du contact. On pourra donc tirer l'oreille, ou prendre par le bras l'élève récalcitrant tout en haussant le ton...

Note de l'auteur : cet aspect est très important, d'une part pour que l'enfant comprenne comment se manifeste l'autorité de l'adulte, et d'autre part pour qu'il intègre immédiatement dès que les limites sont dépassées. J'ai connu le « coin », les punitions, les fessées et les claques, et je ne m'en porte pas plus mal aujourd'hui. J'ai même eu un instituteur qui avait 60 ans de retard en 1980. S'il officiait aujourd'hui, il irait immédiatement devant un juge. Personne ne bronchait et nous sommes sortis du CM2 en ayant des bases très solides, qui nous positionnaient en avance sur nos camarades. Certes, les extrêmes sont à proscrire. Comme mon instituteur hier, et comme notre autorité aujourd'hui, nous sommes dans les extrêmes. Retrouvons un juste milieu, où l'adulte et l'enfant occupent leur place normalement.

Tout élève qui harcèle, réprimande, répond au professeur, se moque ou menace, entraînera sa famille vers une réduction progressive des allocations familiales, voire, leur suppression après deux récidives (33 % étant enlevé à

chaque constat). À la première infraction pour les lycéens et étudiants. Pour vérifier cela, chaque classe sera vidéo surveillée et enregistrée sans pour autant avoir recours à des postes de gestion de la vidéo surveillance (on visionnera les images quand il y aura litige ou dépôt de plainte de l'enseignant). Je ne défends pas la vidéo surveillance, mais pour contrer les mensonges déjà au plus jeune âge, ou les litiges, je ne vois que cette solution.

Des écoles seront donc créées pour favoriser les élèves en échec scolaire : éducation pratique et accès au travail pratique dès 14 ans.

Favoriser la formation dans le BTP et dans les énergies renouvelables en industrie. Création de formations complètes dès 14 ans intra entreprise avec salaire minimum de 400 € pour 21 heures par semaines de travail, et 14 heures de cours, 75% du smic à partir de 16 ans, et au minimum le smic à 18 ans.

CHAPITRE V

ANALYSE DE LA CANDIDATURE DES PRINCIPAUX PRETENDANTS

Au regard des précédents quinquennats et septennats qui ont conduit à l'instabilité de notre pays, quelle peut être la plus-value de celle ou celui qui n'a côtoyé que les rouages du pouvoir aux plus hautes instances de l'état ?

Ils veulent réduire les fonctionnaires pour diminuer la masse salariale de l'état et optimiser les organisations. Cette théorie, dans un contexte socioculturel français, n'est pas viable sans explications rationnelles. Les réformes sur la santé ne sont pas pertinentes car elles n'analysent pas le fond du problème. Le fond du problème est le coût de l'hôpital, qui doit être davantage financé proportionnellement par les riches et les classes médianes. La gratuité est conservée pour la plupart des contribuables (voire même 100% attribuée aux salaires jusqu'à 1,5 fois le smic ce qui supprime aussi la mutuelle pour ces revenus). Idem pour l'enseignement : on ne peut pas mettre un professeur pour 40 enfants en maternelle. Donc, entre aujourd'hui et demain, il y aura une

impossibilité. Nous avons atteint nos limites.

La limite à définir et à expliquer pour gérer les fonctionnaires, est d'affecter avec pertinence des effectifs là où il y en a besoin, et de retirer à d'autres endroits, ceux qui sont en « surplus ». Je suis fonctionnaire, et je défends l'idée que dans l'administration, il y a trop de bureaucrates, trop de paperasses. L'idée de dire « 500 000 » fonctionnaires en moins sans démontrer ses calculs, et les argumenter, n'est pas constructive. C'est cela qu'attend le peuple d'un Enarque. Sans l'être, c'est moi qui est entrain à faire le boulot !

Dans certaines institutions, plusieurs centaines de personnes par région jugent et épient les « exploitants » qui travaillent dans les sites d'exploitation. Pour les résultats obtenus ? Je trouve, là, qu'il y a des aberrations.

Je pense que sans argumentation ni justice équitable entre les travailleurs et les castes :

1 : il y aura des manifestations et l'insécurité inquiétante ne justifie pas cette stratégie de réduction des fonctionnaires.

2 : le personnel hospitalier, d'enseignement, et les fonctionnaires de police, sont en grande détresse.

3 : diminuer drastiquement les fonctionnaires, c'est perdre du pouvoir d'achat et potentiellement, des retombées économiques pour la vie de certaines entreprises.

Comme l'a si bien dit M Lemaire, l'ENA, ses cousins et cousines, pilotent notre pays et forment une caste. Cette caste ne reconnaît ni

l'échec, ni ses responsabilités, prises oralement ou par écrit quelques années plus tôt. Je salue ici le courage de M Lemaire qui est bien le seul, et je le rejoins, à mettre en doute la capacité de cette école à produire des managers de qualité.

Prenons une personne qui sort de l'ENA et commence sa carrière comme directrice adjointe ou DRH dans une grande administration, ou chef de cabinet. Elle termine sa carrière comme ministre ou même, administrateur.

Quelle vision a-t-elle de la mécanique d'une institution ? A-t-elle connu, avec notre système d'éducation française, les méthodes de production, les procédures, les graphcets, les analyses fonctionnelles, les reculs sociologiques sur les organisations, les rythmes infernaux et les moqueries de l'encadrement ? Non bien sûr.

Pourtant, elle va devenir une directrice de l'une de nos institutions de pointe française. Notre industrie de la recherche, nos ministères ou autres institutions importantes. Einstein disait : « l'expérience est notre seul savoir, le reste n'est qu'information. » Sans penser à cette phrase en écrivant ce livre, c'est un peu ma théorie qui rejoint la sienne. Un recruteur sur un poste stratégique vous recrutera grâce à votre expérience. N'est-ce pas confirmer cette thèse ?

Comme la vie nous le démontre assez souvent, il vaut mieux investir sur la qualité que sur la quantité, et prendre du recul sur un paramètre très connu de nos jours, l'argent. Si vous ne payez pas suffisamment, les personnes se démotivent. Si, de plus, elles font un travail pénible, et

compensent le déficit des absences récurrentes de leurs collègues de service, vous obtenez une spirale ou absentéisme et baisse du rendement au travail dégradent inexorablement l'institution. Il est toujours possible de changer les choses, d'inverser la vapeur et de se dire : mon organisation pourrait être améliorée, mais comment puis-je faire autrement qu'en pensant à l'argent ?

Souvent les dirigeants embauchent des consultants, pour leur faire ingurgiter des choses qu'ils ne veulent pas entendre au quotidien de la part de leurs subalternes. Combien de fois ai-je préconisé des axes et réflexions qui sont restées au stade du silence, et qui se sont révélés exact par la suite ? Si j'avais été un consultant, j'aurais été écouté ; en tant que membre du clan, je suis mis sur une case « exploitant », et je dois réaliser ce qu'on me dit sans avoir cette souplesse de créativité issue de mon expérience. Heureusement, une fois, exceptionnellement, un de mes directeurs a su s'opposer à ses consultants et m'a écouté : gain, 1 M€ d'économie de travaux sur un projet de 50 M€.

Bref, tout ça pour ça, me direz-vous. Non ! Tout ça pour justifier mon recul sur la société d'aujourd'hui. Après la production, la recherche, la montagne et l'hôpital, je pense avoir engrangé suffisamment d'expériences et d'analyses pour les mettre au service de la société d'aujourd'hui.

QUELQUES NOTIONS DE PROGRAMME

DEFENSE ET BANQUES

- Renforcer les commissariats de quartier dans les villes de plus de 30 000 habitants à raison de 4 policiers pour 10 000 habitants.

- Consolider les commissariats des zones à risques et des métropoles (Paris, Lyon, Marseille, Lille, Bordeaux, Toulouse, Grenoble, Nantes et Ile de France).

- Former les policiers aux dialogues et à la gestion de conflit ; utiliser les CRS pour doper les structures municipales. Surtout, les former également pour éviter les bavures.

- Capitaliser des moyens opérationnels : voitures plus puissantes et blindées, jumelles infra rouges, protections et formations spécifiques par l'armée, famas pour les tous les policiers en plus de leur arme de service. Les doter de GoPro pour ôter toute bavure où litige entraînant des soulèvements de banlieues.

- Renvoyer toute personne qui n'a pas l'identité française du sol français si elle a participé de près ou de loin à des propagandes religieuses extrémistes, à des actes illégaux, et à toute autre activité dans des pays répertoriés à risque terroriste.

- Instaurer un permis de séjour de 3 mois (comme aux USA) pour tous les visiteurs étrangers.

- Supprimer le droit du sol.

- Supprimer les vols vers les pays extrémistes ou potentiellement dangereux. Renvoyer les voyageurs issus de ces pays qui auraient pris une correspondance.

- Contrôler systématiquement tous les voyageurs et leurs bagages avant qu'ils sortent des aéroports.

CYRILLE MARAIS

- Reprendre le contrôle aux frontières : création d'une nouvelle douane. Contrôle systématique de tous les véhicules.
- Reprendre le contrôle des zones de « non droits » par l'armée.
- Assigner à résidence les personnes radicalisées françaises et examiner leurs comptes.
- Renvoyer les personnes radicalisées qui n'ont pas la nationalité Française.
- Faire appliquer la loi en prison ; augmenter les salaires et la qualité des formations des surveillants.
- Supprimer le secret bancaire et les flux bancaires en provenance de paradis fiscaux.
- Déclencher des enquêtes sur toute personne qui vit au-dessus de ses moyens.
- Justifier tous les acquis fonciers et bancaires.
- Rendons à la France son pouvoir régalien sur la banque. Supprimer les contrats extérieurs qui alourdissent le remboursement de la dette de la France.
- Créer le service militaire national de proximité : tout garçon ou fille aura la possibilité de s'expérimenter sur une période d'un an de service avant son début en école supérieure ou dans la vie professionnelle, dans un collège ou lycée pour surveillance, prévention et éducation. Il sera épaulé par un militaire professionnel et armé. Il ou elle

CYRILLE MARAIS

pourra suivre des cours à distance sur internet et participer aux concours, et mener en parallèle la première année d'étude. Il percevra 1300 € par mois de solde en référence au chapitre IV.

FAMILLE

- Alléger les contraintes réglementaires des assistantes maternelles, des crèches, et des haltes garderies (formations, moyens, lieux).
- Aider les familles de personnes handicapées par leur accueil dans les écoles ordinaires.
- Aider ces familles dans l'assistance à domicile, le droit à des congés spéciaux pour formation ou prise en charge du handicap.
- Renforcer les MDPH (maisons départementales de personnes handicapées).
- Accroître la surveillance du versement des allocations familiales
- Favoriser le ratio pour les familles ayant deux enfants. Plafonner les allocations familiales pour les familles de trois enfants et plus.
- Création de cellules d'accompagnement familiale pour les mineurs après leur premier délit.
- Faciliter les procédures d'identification d'enfants au cours de leur enseignement dont les familles sont en difficulté sociale ou sous l'effet d'extrémisme religieux et d'éducation déficiente, ou suspectées de maltraitance.

- Les allocations familiales seront coupées pour les raisons ci-avant expliquées mais aussi pour tous les mineurs appréhendés dans la rue après 22 heures, sauf périodes de vacances, aux horaires des entraînements sportifs ou pendant des visites culturelles. Ces derniers cas seront à justifier par la présence d'une carte d'abonnement, d'un billet valide, ou de tout justificatif de licence ou d'acquittement de places culturelles à des spectacles ou manifestations sportives. Autrement dit, asseoir l'autorité de l'état d'une manière intransigeante. Il est absolument indispensable que les mineurs sachent qui les commande, que leurs débordements peuvent sanctionner leurs familles, et qu'ils paient en participant aux tâches d'intérêt général à hauteur du préjudice subi par telle ou telle dégradation.

- Sanctionner toute manifestation d'appartenance religieuse dans les lieux publics ou privés à but lucratif (slogans, propagandes, cris, interpellations vocales, habits, bijoux, ou tout autre objet visuel).

- Interdiction du port du burkini et de la burqa. Interdiction de voiler partiellement ou en totalité la figure.

- Interdiction du port de soutanes ou de vêtements religieux, de quelques natures que ce soit, dans la rue et les lieux publics.

- Instaurer le vote électronique obligatoire pour tous les majeurs sauf les personnes ayant un casier judiciaire.

- Contrôler les comptes et les financements des établissements religieux.

- Stopper toutes les subventions liées à une quelconque religion,

mais les reverser plutôt aux associations d'aide à la pauvreté.

SOCIETE INDUSTRIE PRODUCTION

Point particulier de la population carcérale :

- Suppression de la construction de prisons. Recours aux prisonniers qui purgent des peines modérées pour des tâches publiques : ramassage du bois, des déchets, travail dans des usines de recyclages, entretiens publics, intégration dans des centres sociaux ou les banlieues, coachés par des professionnels de l'éducation spécialisée. Par ce biais, les prisonniers et les chômeurs seront prioritaires pour se réinsérer.

- Réinsertion dans les prisons : encadrement des fortes peines à la réinsertion en milieu carcéral aménagé (pourquoi pas des fermes agricoles agencées ou des centres de production).

- Rénovation des prisons : utiliser les prisonniers comme main d'œuvre payée au SMIC et avec des contrats obligatoires.

- Contrôler les financements privés : les entreprises doivent avoir leurs comptes en France et au minimum, 30 % de leur effectif évoluant sur le territoire Français.

- Une entreprise qui n'a pas ses comptes en France sera surtaxée.

- Une entreprise dont le siège social est en France, mais qui produit hors EU (même si son effectif en France est supérieur à 30 %), sera surtaxée.

- Favoriser la production européenne et Française et réduire les

taxes des entreprises concernées qui respectent la loi.

- Geler les indemnités de licenciement des cadres supérieurs, pour quelques raisons que ce soit, à 0,5 an de salaire.
- Instaurer une indemnité de licenciement pour les cadres, les OETAM et les ouvriers à deux ans de salaire, sauf les licenciements pour faute lourde.
- Revaloriser, selon les nouvelles répartitions des conventions collectives, les bases salariales des bac + 2 à 5 y compris les grandes écoles. Un maximum de 25% sur le premier salaire brut annuel sera appliquée entre une personne sortant d'une grande école, et une autre diplômée bac +5.
- Supprimer les emballages jetables.
- Supprimer les emballages jetables des « fast-foods », tout doit être recyclé.
- Tous les emballages seront consignés et à rapporter aux grandes surfaces pour réintégration au fournisseur. Celui-ci aura l'obligation de les récupérer et de les traiter.
- Continuer le développement du numérique et l'extension des réseaux fibres optiques.
- Durcir la réglementation ICPE et taxer davantage les industries polluantes.
- Alléger les procédures de subvention amenant aux crédits

d'impôts.

- Les cantons seront dans l'obligation de rénover les habitats existants, ou les locaux industriels existants, avant de construire des logements ou des bâtiments neufs.
- Revoir le code du travail dans son ensemble et les fiches de postes des fonctionnaires. Limiter la protection statutaire des syndicalistes et l'influence des syndicats sur les échanges patronaux : intégrer des équipes de salariés, dits "non syndiqués", aux tables des négociations.

JUSTICE

- Indépendance totale de la justice. Oui, idée pertinente, mais qu'est-ce que cela veut dire ?
- Sur la forme, c'est un peu difficile de conseiller : lorsque le créancier est en même temps celui qui légifère, ça donne les abus dénoncés ici et là. Ne perdons pas de vue que, lorsque ça devient trop chaud pour les juges, ils se votent une loi d'amnistie et « boujou-Berthe », personne ne peut plus rien faire.
- Le problème, par là-dessus, est que les magistrats, pour la plupart (pas tous, heureusement), se refusent à mordre la main qui les nourrit ! Alors, le risque est grand de se voir durement sanctionner par l'un de ces juges, sous domination de l'exécutif, nonobstant leur prétendue indépendance. Un ami avocat, aujourd'hui à la retraite, m'avait confié ceci : « mon expérience m'a fait perdre tout respect envers ces juges, qui

ne jugent pas, ou plutôt qui jugent, mais exclusivement selon leurs propres critères. La Loi, ils lui font dire ce qu'ils ont envie de juger et la torturent, si nécessaire, pour y arriver ! » « I had a dream... comme disait Martin Luther King ! »

- Instaurer une loi sur le délit de crime avec préméditation pour la conduite en cas d'ivresse et/ou de prise de stupéfiants.
- Application systématique de la jurisprudence : suppression des souplesses accordées aux personnalités politiques, sportives ou du show business
- Renforcement de la loi sur les dégradations d'ouvrages publics.
- Création de cellules d'accompagnement pour les mineurs après leur premier délit.
- Application de peines dites "d'intérêt général" pour les mineurs qui n'ont pas été jugés coupables d'homicide : travaux de voiries, bois, déchets, recyclages des métaux, démontages, nettoyages divers, participation au développement durable, en mairie ou en entreprise.
- Réduction des délais d'instruction par l'application systématique de la jurisprudence.
- Pour les délits dont le risque de peine est supérieur à 3 ans de prison, ou dont la peine est de la réclusion criminelle, le jugement doit être prononcé au plus tard deux ans après les faits.
- Suppression du pourvoi en cassation.

- Comparution immédiate pour tous les délits qui entraînent une amende forfaitaire ou inférieure à 100 000 €, ou une peine d'emprisonnement de 3 ans maximum.
- Emprisonnement systématique et comparution immédiate pour tout trafiquant et revendeur de drogue douce ou dure > 15 ans.
- Assignation en centre social et à résidence pour tout trafiquant et revendeur de drogue douce ou dure < 15 ans.
- Rendons à la France son pouvoir régalién sur la justice.

CULTURE / INTERMITTENTS DU SPECTACLE

- Favoriser l'accès à la culture dans les écoles et les centres sociaux : gratuité aux musées et activités culturelles pour les enfants et leurs accompagnants.
- Développer les centres sociaux dans les ZEP par les missions « service civique » et augmenter le ratio d'éducateur spécialisé.
- Subventionner les centres de vacances pour les enfants des ménages les plus modestes (de 1 à 1,5 fois le smic).
- Suppression des films violents sur toutes les chaînes de 20 heures à 24 heures.
- Suppression des scènes violentes sur toutes les chaînes de 20 heures à 24 heures.

CYRILLE MARAIS

- Suppression des émissions publiques ou privées à caractère sexiste, xénophobe et religieuse.
- Refonte de l'imposition sur le revenus des intermittents du spectacle (indexation sur la tranche annuelle représentée par les mois de cotisations).
- Aménagement de postes d'enseignements et d'animations pour les artistes à temps partiel.

CHOMAGE

- Suppression de l'allocation chômage pour tous les jeunes de 18 à 25 ans sauf ceux qui revendiquent un taux d'IPP, un handicap cérébral ou moteur, ou une maladie grave.
- Suppression de l'allocation chômage pour les demandeurs d'emploi ayant refusé une proposition de Pôle Emploi.
- Allocations chômage limitées (en cas de deux demandeurs d'emploi) par ménage. La suppression du secret bancaire ôterait bien des fraudes à ce sujet.
- Allocations chômage limitées après un arrêt d'activité de travailleur libéral (le temps de faire l'enquête sur la clôture de l'exercice).
- Développer Pôle Emploi pour aider les jeunes à s'insérer dans la société.

CYRILLE MARAIS

- Justification systématique de tout licenciement.
- Maintien de l'allocation chômage dans les cas suivants :
 - o Pas de poste ouvert compte tenu du diplôme obtenu.
 - o L'entreprise n'est pas en difficulté financière mais a licencié.
 - o Dossier au prud'hommes accepté (justification du licenciement remise en cause).
- Interdiction aux entreprises ayant un compte de résultat positif de licencier.
- Pour celles qui licencient avec un compte de résultat négatif, les dossiers seront sérieusement étudiés.
- Développer les formations en énergies renouvelables. Favoriser le bois énergie et le recyclage des déchets. Créer des filières avec le potentiel des chômeurs et de la formation professionnelle.
- Supprimer les contrats temporaires des travailleurs des pays européens dans les entreprises de BTP. Obligation de contrats de travail à temps complets pour des travailleurs étrangers avec durée limitée à 3 mois. Création d'une veille réglementaire du respect des pratiques d'emploi et de concurrence dans le BTP.
- Obligation pour les entreprises de BTP d'avoir au moins 50 % de leur effectif chantier parlant anglais, ou français.

ECONOMIE - AGRICULTURE - SANTE AU TRAVAIL

- Revaloriser le smic à 1500 € net par mois
- Revaloriser les salaires des fonctionnaires et des cadres selon les nouvelles conventions collectives.
- Les salaires les plus bas étant ceux de professeur des écoles, au regard de la formation exigée, proposons pour ces fonctionnaires :

BAC + 2 débutant : 1700 € par mois

BAC + 3 débutant : 1800 € par mois

BAC + 4 débutant : 1900 € par mois

BAC + 5 débutant : 2200 € par mois

Titularisation avec ancienneté privée ou publique 5 ans :

BAC + 2 : 1900 € par mois

BAC + 3 : 2000 € par mois

BAC + 4 : 2100 € par mois

BAC + 5 : 2400 € par mois

Titularisation avec ancienneté privée ou publique 10 ans :

BAC + 2 : 2100 € par mois

BAC + 3 : 2200 € par mois

BAC + 4 : 2300 € par mois

BAC + 5 : 2600 € par mois

Titularisation avec ancienneté privée ou publique 20 ans :

BAC + 2 : 2400 € par mois

BAC + 3 : 2600 € par mois

BAC + 4 : 2700 € par mois

BAC + 5 : 3000 € par mois

- Revaloriser les salaires des professions intermédiaires de 25 % (BAC +2 à +5) dans le secteur privé. Créer six conventions collectives générales : transports, commerces (incluant les grandes surfaces et les pharmacies), industries toutes natures, professions libérales, intermittents du spectacle ou culture, et une concernant les fonctionnaires avec des statuts explicites et des conseils administratifs de prud'hommes (le titulaire ne serait plus titulaire de son grade, mais de son poste avec fiche de poste à la clef). Ex : un agriculteur en difficulté recevra des aides des métiers comme avocats, notaires, huissiers, médecins, et autres.

- Revaloriser les salaires des fonctions publiques hospitalières et territoriales qui seront donc sous le même régime.

- Supprimer les fonctionnaires contractuels et le grade de directeur général des services pour un canton de moins de 7500 habitants.

- Contrôler les finances des organisations religieuses.
- Supprimer les allocations familiales en cas de condamnation d'un mineur ou dès qu'un délit est répertorié : menaces, insultes, violence avérée sur individu, harcèlement, dégradation, cf descriptions précédentes, et ce, dès la première infraction.
- Tolérance zéro pour les radars + calculs des vitesses moyenne sur autoroute par paiement carte bleue. Les amendes forfaitaires seront appliquées au payeur si la vitesse moyenne dépasse celle autorisée.
- Suppression de l'implication armée de la France dans les pays musulmans et en Afrique.
- Renforcement de l'armée sur le sol français.
- Réduction global du budget militaire (forte baisse sur le sol étranger, et augmentation sur le sol français).
- Hausse du prix du gazole pour les transporteurs routiers.
- Taxer le gazole au mêmes niveau que l'essence.
- Taxer davantage le fioul domestique pour le chauffage et le gaz naturel.
- Réduction du prix du fioul pour les pêcheurs et les agriculteurs.
- Hausse des taxes pour les produits "jetables" et en provenance de l'extrême orient et emballés à grand renfort de plastique, pour qu'ils soient plus chers que les produits français ou européen

- Favoriser la coopération européenne pour les produits hors denrées alimentaires.
- Réglementer l'importation de produits frais (fruits, légumes, produits laitiers, eau, cucurbitacée, viandes) et de toutes les denrées alimentaires. Obligation d'un label de traçabilité du produit : localisation de la production, de la mise en emballage, et de la vente de chaque produit ainsi que la valeur du coût carbone en kgeqCO₂. Ce coût carbone entraînera des taxes en fonction de l'énergie produite de la fabrication jusqu'à la commercialisation du produit.
- Refonte de la réglementation de surveillance vétérinaire dans les collectivités.
- Refonte du label "AB" par une réglementation plus stricte (lait, oeufs, viande, etc).
- Favoriser la culture diversifiée dans les espaces verts en ville : obligation de mettre à disposition les terrains nus comme terrains à cultiver.
- Taxation augmentée pour les entreprises qui vendent sur internet et livrent en France. Interdiction de supprimer le coût du transport.

FINANCES PUBLIQUES

- Réduction du nombre de fonctionnaires dans les ministères, réduction du nombre de ministres et de leur personnel associé.

- Suppression des avantages des hommes politiques ayant eu un mandat de député, ministre, ou président de la république.
- Refonte du système parlementaire.
- Réduction des surfaces des bâtiments de l'état.
- Fusion des mairies par canton.
- Réduction des rémunérations des conseils d'administrations publics.
- Taxes accrues pour les propriétés de plus de 200 m² habitables.
- Taxes sur les déchets : daom = 2 € / kg, plastiques : 10 € / kg, verre : 1 € / kg, bois traité ou plastifié : 2 € / kg, le bois non traité, le carton et les papiers seront gratuits. Tous les déchets seront collectés en déchetterie avec nécessité d'un certificat de domicile. Il n'y aura plus aucun ramassage. Tous les déchets seront triés, pesés et payés en CB obligatoirement sur place. Les déchetteries fonctionneront en 2*8 : 7h / 23 heures. Les déchets hors domicile seront surtaxés de 25 % (périodes de vacances notamment). Les gros déchets seront surtaxés : matériel électrique et composants électroniques : 8 € / kg, électroménager : 4 € / kg, huiles de vidange, produits chimiques, peinture, colles, gravats : 1 € / kg. Le polystyrène, la laine de verre, le caoutchouc, les pneus, seront retraités spécialement gratuitement.
- Suppression des taxes d'habitations et foncières. Diminution de 50 % des impôts sur le revenu jusqu'à 100 000 € / ménage / an.
- Diminution de 30 % des impôts sur le revenu de 100 000 € /

ménage / an jusqu'à 399 999 € / ménage / an.

- Coefficient de 50 % d'impôts sur le revenu si celui-ci est > 400 000 € / ménage / an et jusqu'à 800 000.
- Prix remodelés en base pour le gaz naturel (100 € / MWh - actuellement 44), le fioul (2 € / litre), l'électricité (200 € / MWh - actuellement 145), et le charbon (+50 % la tonne). L'essence et le gazole : 2,5 € / litre, le GPL : 1 € / litre. Le bois : 80 € / stère, les granulés : 150 € / m³.
- Indexer le prix de l'énergie sur le revenu de référence - les étudiants payeront le prix selon le revenu de référence de leur(s) parent(s) ou tutelles - et sur le patrimoine mobilier (échelle à définir).
- Suite aux surveillances dans les écoles, des policiers verbaliseront tout mineur fumant du tabac et un impôt "solidarité" sur la caisse primaire d'assurance maladie sera imposé aux parents de ces fumeurs.
- En cas de consommation de drogue, le fumeur mineur et les parents seront condamnés systématiquement à une amende de 30 000 €.
- Un adulte fumeur de drogue pris en flagrant délit sera sanctionné à hauteur de 50 000 €.
- Tout infraction routière ou contrôle routier qui révèlent l'emprise de stupéfiants ou de l'alcool sera sanctionnée de la manière suivante : réparation des dégâts publics aux frais du responsable, amende de 50 000 €, suppression du permis pendant 5 ans. Tuer sur la route dans ces conditions sera défini dans une loi comme des crimes prémédités et sanctionnés comme tels.

CYRILLE MARAIS

- Tout excès de vitesse au-delà de 40 km/h sera indexé sur le revenu à hauteur de 2 mois de salaire + 1 an de suspension de permis.
- Toute infraction de 0 à 10 km/h supplémentaires sera facturée 30 €, de 10 à 20, 60 €, de 20 à 30, 120 €, de 30 à 40, 240 €, > à 40, 480 € quel que soit le lieu.
- Suppression du permis à points pour les conducteurs de plus de 5 ans de permis.
- Passage du code de la route tous les 5 ans pour tous les conducteurs jusqu'à 60 ans, et tous les deux ans pour les plus de 60 ans.
- En cas d'échec, un nouvel examen sera exigé dans les deux mois. Si le titulaire échoue à nouveau, son permis sera suspendu jusqu'à obtention du code de la route.
- Toute dégradation du domaine public sera sanctionnée par le paiement des travaux de remise en état plus un stage pratique d'insertion de 8 semaines non rémunéré (pour les mineurs). Les personnes majeures s'acquitteront d'une amende supplémentaire de 10 000 €.
- L'ISF sera augmenté de 10%.
- L'impôt > à 50 % sera indexé à partir de 800 000 € / ménage / an. Le coefficient reste à déterminer (cas des revenus exceptionnels).
- Les absences pour maladie devront être justifiées par le médecin traitant et argumentées. Pour être validées, elles devront être confirmées par le médecin du travail de l'institution du salarié, ou le médecin de la CPAM.

CYRILLE MARAIS

- Les maladies professionnelles et les congés maladie seront aussi étudiées par la direction du travail et le médecin de la CPAM sur les principes suivants :
 - o Un rapport du médecin du travail
 - o Un rapport du chef de service et du DRH de l'entreprise
 - o Un rapport du médecin traitant
 - o Un rapport du psychologue du travail et d'un ergonome indépendant
- Deux visites inopinées de la DT au domicile du salarié avec émissions de rapports auprès de la CPAM. La maladie professionnelle ou le congé seraient validés officiellement, mais pas avant six mois à partir de la demande de prise en compte, dans le cas où ces rapports d'une commission présidée par la CPAM approuveraient l'IPP ou l'inaptitude du salarié.

POLITIQUE

Refonte du système :

Obligation de vote pour tout majeur n'ayant pas été condamné. Suppression du droit de vote pour les condamnés, les mis en examens, ou les personnes en cours de jugement.

Suppression du sénat / fusion assemblée sénat.

Suppression des régions et ministères. Suppression des ministres.

Les mairies fusionneront par canton : une seule cantonale tous les 5 ans en même temps que l'assemblée présidentielle. La mairie de référence sera celle de la ville la plus importante.

Les permis de construire, dossier ICPE, autorisations diverses seront instruit par l'état.

Les métropoles disparaissent.

Simplification des procédures DREAL et DDT – tout sera archivé dématérialisé au ministère.

Suppression des conseils généraux et régionaux.

36600 communes deviennent 4575 cantons.

Les conseillers cantonaux seront divisés en 4 parties, représentées par 16 candidats élus par circonscription de canton (50% homme et 50% femme).

Chaque liste présentée à l'élection cantonale doit répondre aux critères suivants :

- o 25 % de 18 à 45 ans avec un ouvrier, un cadre ou patron, une profession libérale et un étudiant (>18 ans) ou fonctionnaire, par liste.

- o 25 % de 46 à 55 ans avec un ouvrier, un cadre ou patron, une profession libérale et un fonctionnaire

- o 25 % de 56 ans et plus avec un ouvrier, un cadre ou patron, une

profession libérale et un retraité

- o 25 % de lycéens de 16 à 17 ans révolus au moment de leur élection, dont la rémunération servira uniquement aux déplacements et repas hors école. À 18 ans, ils toucheront l'indemnité correspondante.

Les 4575 cantons représentent donc 73 200 conseillers cantonaux, élus au suffrage universel direct.

LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE QUI GOUVERNERA LA FRANCE

Les 73 200 personnes composent l'assemblée parlementaire qui remplace l'actuelle assemblée des députés. Les votes seront organisés électroniquement pour chaque projet de loi et les débats seront caractérisés par 8 étapes mensuelles : tirage au sort électroniquement, et par tranche d'âge, pour aller plaider à l'assemblée (381 personnes par séance). Pour que chaque personne parlementaire aille au moins une fois par an à l'assemblée, les personnes qui ont déjà été convoquées ne seront pas incluses dans le tirage au sort suivant.

Les problématiques des ministères seront soumises au vote des 73 200 parlementaires.

Le planning des parlementaires sera organisé à hauteur de 20% pour leur fonction de parlementaire, et de 80% pour leur travail actuel.

Ils auront obligation de participer aux votes de l'assemblée nationale par voie électronique.

Leur rémunération sera de 2000 € par mois pour 1 journée par

semaine sans temps de travail rémunéré de secrétariat. Soit 1,756 milliard € par an de coûts parlementaires.

Chaque tranche d'âge, par nature d'électeur, devront élire leur représentant. Soit 16 personnes qui seront des « ministres » à temps plein. Il y aura donc un ministre qui aura moins de 18 ans.

Chaque ministre sera coaché par un spécialiste reconnu dans sa branche. Par exemple le ministre du budget sera coaché par un économiste reconnu, élu par l'assemblée. En revanche, ce spécialiste n'aura pas de pouvoir exécutif bien sûr. Le pouvoir exécutif est conservé par les 73 200 parlementaires, qui débattront des décisions à prendre selon les présentations détaillées de leur ministre.

Les « chefs de cantons » qui sont élus par les 16 membres, peuvent être issus de n'importe quelles nature et tranche d'âge sauf celle 17-18.

Les ministres et chefs de cantons seront à temps plein. Leur rémunération sera de 6000 € bruts.

Les présidents ne percevront plus d'indemnités à vie. Ils n'existeront plus tel que le modèle le prévoit aujourd'hui. Ils seront élus pour représenter la France à partir du vote des 73 200 parlementaires, et seront obligatoirement de la tranche d'âge 46 / 55. Leur rémunération sera de 10 000 € brut et ils continueront leur activité professionnelle.

Ils pourront se représenter cependant autant de fois que possible, sans pour autant cumuler les mandats.

CONCLUSION

Alors, qu'est-ce qu'on attend pour prendre les commandes, et vérifier dans quel état se trouve la planète, et qu'est ce qui se passe réellement dans notre société ?

Le service que je peux vous proposer, est donc d'ouvrir les yeux sur plusieurs problématiques afin d'avoir les vraies notions, et les vraies fondations pour anticiper les actions à entreprendre.

Avec 30 années de pratique en haute montagne, et une sensibilité forte aux notions d'écologie et de mémoire (mesures à l'appui), je peux affirmer ceci :

Il tombe trois fois moins d'eau en 2016 qu'en 1986 en France. En 2046, le climat du sud de l'Europe sera celui de l'Afrique du nord d'aujourd'hui. Marseille sera entouré de sable et d'arbustes à épines.

En 100 ans, la température de la terre a augmenté de 2°C. Dans 100 ans, elle sera sûrement de +8°C. Ce qui signifie que l'homme sera condamné à suffoquer. Seuls les plus forts survivront après avoir laissé pour compte les

plus faibles. Je ne dis rien, en affirmant que les plus forts seront ceux qui seront unis les uns les autres. Les populations seront obligées de migrer au nord (je ne fais pas de dessin sur les conséquences).

LES RESERVES PETROLIERES SERONT EPUISEES DANS 50 ANS

Admettons que dans les 50 ans à venir, nous consommons 50% de moins que prévu, cela voudrait dire que deux générations supplémentaires (soit 50 années) bénéficierait du stock énergétique de la planète. Au-delà, seuls le soleil, la terre, l'eau et le vent nous fourniront de l'énergie.

La voiture zéro CO2 n'existera jamais car pour produire une voiture, vous avez besoin de pétrole (du gaz notamment pour faire fondre le métal, et fabriquer carter de moteurs – essences ou électriques, portières et trains de roulements), de plastique pour les tableaux de bord, les composants électroniques, les sièges et les garnitures. Fabriquer une voiture, c'est lui faire parcourir déjà 150 000 kilomètres.

Pour maintenir une centrale nucléaire, vous avez besoin aussi de gaz pour souder les tuyaux, de gaz pour fabriquer ces tuyaux, et d'énergies diverses (informatiques, serveurs, déplacement du personnel, hélicoptères pour réparer les lignes THT, construire les pylônes, etc.) Si vous décidez d'enfouir les lignes, les coûts et l'énergie des travaux d'enfouissement seront considérables. Les centrales nucléaires seront donc des friches très dangereuses pour l'homme, en 2050. L'homme n'aura plus l'énergie suffisante pour sécuriser ses centrales.

Les lampes à leds et basse consommation coûtent plus cher en énergie que les anciennes, ne seraient ce que leur préjudice au moment de les fabriquer, et au moment de les recycler. De plus, elles ne durent pas aussi longtemps que ce qui est marqué sur l'emballage. Vous les jetez, et le cycle de gaspillage recommence.

Les déchets sont issus à 80 % d'emballages, ils se composent de plastique et de pétrole.

Pour supprimer les déchets, il faudrait revenir au temps des marchés et abolir les grandes surfaces. Aller chercher le lait à la ferme. Mais ça, l'Europe et les normes se sont chargé de supprimer ces initiatives aux consommateurs. De plus, si vous buvez du lait et que vous attrapez une intoxication, vous porterez plainte auprès de l'agriculteur. Il y a 50 ans, personne n'aurait rien dit. Aujourd'hui, on ne meurt certes pas d'une intoxication, d'une pneumonie ou d'une grippe, mais on meurt du cancer, du tabac et de la pollution. Que choisirions-nous alors ? d'acheter son lait à la ferme, et de risquer la listéria, ou de suivre l'Europe et de mourir de pollution ou de mauvaise nutrition ?

Personnellement, je préfère aller acheter mon lait à la ferme. Et si je m'intoxique, c'est mon destin.

Pour résoudre les problèmes d'aujourd'hui, nombre de politiciens prônent depuis déjà plus de 20 ans, des réductions de personnels et de moyens.

Alors expliquez-moi, comment la France qui connaît une croissance démographique, peut réduire ses services publics ? Il y a toujours plus de monde partout, toujours plus d'actes médicaux, de visiteurs, de commandes et de temps d'attente aux urgences. Quelle est donc la logique de supprimer des postes ? Il n'est pas nécessaire de supprimer, il est nécessaire de réorganiser.

Quand une entreprise vend, elle embauche. Un patron plâtrier peintre, qui décroche un gros contrat, va embaucher. Pas forcément en CDI, mais il va embaucher.

Quand un hôpital croît, il a pour consigne de réduire ses dépenses... Les communes ont plus d'habitants, mais moins de moyens de l'état. Les routes sont faites et refaites alors que souvent, elles sont en bon état, et d'autres sont pitoyables. Certaines autoroutes sont saturées, et d'autres, vides. Quelles sont les personnes qui gèrent toutes ces actions illogiques ?

Le contournement de l'ouest Lyonnais est un non-sens absolu. Personne ne corrèle démographie et réduction des ressources énergétiques. Si on construit une autoroute dans les monts du lyonnais, toute l'industrie fruitière sera supprimée, et nous aurons une friche autoroutière dans 50 ans. Le même problème se pose pour l'A51. Un tunnel demande trop d'énergie pour le réaliser, et l'environnement est à bout de souffle. Quand on aura tout bétonné, que mangerons-nous ? Des cerises d'Albanie ou d'Ukraine ? À grands renforts de pesticides et de traces d'uranium ?

Nous voyons bien que dans tous ces exemples, il y a une logique : l'argent. La logique qui défend l'humanité, qui permettrait de percevoir l'avenir plus sereinement, d'anticiper les changements, c'est celle de l'étude

des organisations. Etudier les besoins et les services, et adapter le process. Cartographier les rendements, et trouver des filières. C'est à ça que l'homme est confronté aujourd'hui. Trouver des idées pour donner du travail aux chômeurs, et optimiser ses organisations pour que le personnel vivent bien son métier, et y trouve du sens.

Construire de plus en plus de prison est aussi un non-sens évident. Premièrement, cela veut dire qu'il y a de plus en plus de délinquants, et donc, que la société ne leur permet pas de s'insérer, deuxièmement, que le pays est de moins en moins sûr, troisièmement, que nous aurons besoin de plus d'argent public pour construire ces infrastructures. Cette notion contredit l'idée de réduction des fonctionnaires. Plus de détenus et plus de personnel pour les encadrer entraînent plus de problèmes post libération et plus de dépenses publiques

Est-ce la solution quand on a plus de sou ?

Un détenu coûte 100 € par jour. Soit 8 M€ par jour pour l'ensemble de la population carcérale, soit près de 2,4 milliards d'euros.

Ne faudrait-il pas faire participer les détenus, aux tâches de la république, afin qu'ils comprennent enfin ce que servir la France veut dire, ou ce qu'est avoir une vie avec du sens et des objectifs ? Ne faudrait-il pas les faire participer à des missions de développement durable ? Pour les autres criminels et ceux incarcérés, il y a d'autres méthodes que l'enfermement à vie. Ces destins n'ont pas de sens, ni pour la société, ni pour le détenu lui-même. Ces criminels qui sortent après 20, 30 ans de « service », qu'apportent-ils à la société ? Nous avons besoin de plus de fermeté de l'état, voire une pression telle, que toute tendance à défier l'état,

à détruire ce qu'il construit, notamment pour les mineurs, condamnerait toute la famille du responsable à payer (conjoint + enfants / ou parents si c'est leur enfant le coupable).

LES REFORMES

À chaque gouvernement, moult réformes, des manifestations, des conflits ... pour quoi faire ?

Depuis 40 ans, les réformes scolaires ont-elles abouti à une meilleure reconnaissance du rythme de l'enfant ? Non.

Ont-elles abouti à une meilleure reconnaissance du métier d'enseignant ? Non.

Ont-elles abouti à une meilleure reconnaissance de l'école vis à vis des élèves ? Non.

Ont-elles abouti à la sécurité dans les établissements ? Non.

Ont-elles abouti à un meilleur compromis rythme / niveau atteint ? Non.

http://www.lemonde.fr/education/article/2016/11/29/l-inquietant-niveau-des-eleves-en-maths-et-sciences_5039968_1473685.html

À quoi donc nos énarques pensent-ils en faisant des réformes ? À quoi, à votre avis, sert un énarque qui n'a jamais dirigé une classe ? Comment peut-il « réformer » sans avoir l'expérience terrain ?

Un chef d'entreprise, confie-t-il une « refonte de ses ateliers de production », à un diplômé de l'ENA ? Non.

Un énarque peut-il être guide de haute montagne ? Non, il doit avoir 5 ans de montagne derrière lui, et une sacrée expérience physique, psychologique et environnementale.

Un énarque peut-il être professeur de médecine ? Non.

Alors pourquoi tous ces énarques et polytechniciens commencent directement dans les cabinets ministériels, à pondre des textes de loi, des réformes, des circulaires qui n'ont pas de sens pour le responsable des services techniques de l'hôpital lambda, mais qui ont un sens (peut-être) uniquement pour celui qui a écrit le texte ? Ces fonctionnaires n'ont jamais connu le monde du travail, ni les contraintes de postes durs ou sous pression. Ils ont la sécurité de l'emploi, n'ont pas d'objectifs ni de résultats à atteindre. Ce sont nos rois du capitalisme, et en plus, ils volent notre argent, le peu qu'il nous reste !

Ils gouvernent sans connaître l'impact de leurs lois, dictent sans apprendre l'orthographe, commandent sans être nos pères de sang, dirigent sans expérience ni stratégie. Qui sont ces gens, ces penseurs qui n'ont pas vécu, qui sont-ils ? Des francs-maçons ? Sans être franc, ni maçon ? ! Pourquoi aucune stratégie sociologique du peuple n'est-elle envisagée par la classe politique ? Pourquoi n'y a-t-il qu'une stratégie de manipulation du

peuple ?

La seule solution pour diriger correctement une institution est d'avoir de l'expérience terrain, de l'expérience en management (après quelques déboires !), de l'écoute et de la patience, et pas une volonté d'être « moussé » pour aller diriger trois ans plus tard, d'autres institutions plus grandes, sans savoir si ses propres expériences ont été positives, ou pas.

Le seul vecteur pertinent aujourd'hui pour diriger le pays vers la bonne voie, est de prendre en compte le paramètre environnement avant tous les autres. C'est nous qui nous insérons dans notre environnement, et pas l'inverse. De plus, c'est un générateur d'emploi qui réduirait le coût exorbitant du chômage.

Voici quelques pistes ou idées afin que chacun prenne de plus en plus conscience que notre pays va au carton. Le peuple révolutionne et réforme, si ce besoin s'exprime. Ce ne sont pas quelques personnes qui doivent réformer. À mon sens, réformer n'est pas une bonne stratégie, ni un mot acceptable aujourd'hui en terme de communication. Réformer, c'est changer les procédures selon les « marottes » de certaines et certains. La société n'a plus besoin de ça. Non. Ce sont des organisations pilotes à reconstruire autrement, les chômeurs et les délinquants à mettre au travail, et la terre à sauver. Ce sont des actions concrètes à mettre en place, et non pas des procédures à modifier sur des procédés déjà insatisfaisants.

*LA REFORME UNIVERSELLE, ENJEU DU 21EME SIECLE,
EST LA REDUCTION DE LA CONSOMMATION
ENERGETIQUE.*

Sans refondre complètement le système comme je le propose, avec 25% de parts de décideurs pour quatre tranches d'âges et fonctions, notre pays restera tel quel. Je plains le projet chef de l'état. Il va avoir quelques ouragans à affronter, et demandera à la terre de le pardonner. Si elle ne lui pardonne pas, il ne pourra rien faire !

PENSEZ A CES NOTIONS

Les médias informent mais n'analysent pas. Toutes les grandes affaires politiques du moment tombent aux oubliettes. Les candidats politiques n'analysent pas, mais critiquent sur un ressenti, et non sur des éléments argumentés, économiques et scientifiques.

La justice ne juge plus. Elle est corrompue et soutient les hommes politiques. Certains tombent, car ces exemples, triés sur le volet par les plus « gros poissons », rendent crédible le système. D'autres s'en sortent sans jamais être inquiétés.

... pensez que la phrase « moi président, je ... » n'a aucun sens. Le président aujourd'hui, n'a aucun pouvoir. Il participe à des visites de courtoisie, des visites « politiques » pour apaiser des licenciés, envoie des mercenaires en Guyane quand tout le monde hurle, et voyage à l'étranger pour doré son blason.

CHAPITRE VI

L'ACTION

Au-delà des quelques lignes de ce programme que je propose, il y a une action collective à faire si JLM ou Asselineau ne passent pas.

Pour répondre aux ras le bol de toutes celles et ceux que je côtoie et lis sur internet, voici une stratégie. En effet, si chacun est occupé chez soi, avec un planning serré, le seul moyen de faire plier le système est de contester nos obligations de citoyens. Le code pénal (article 122-7) et la constitution des droits de l'homme et du citoyen (article 35) nous le permettent. Agissons chacun, pour que notre goutte d'eau finisse par faire déborder le fleuve populaire, lequel engloutira les désordres politiques précédents et présents.

Un modèle de lettre à recopier (ctrl c !) et à envoyer en recommandé aux impôts (votre centre d'impôts), copie aux ministres des finances et de la justice (c'est ce que je préconise) + une doublure par mail si vous payez des impôts par internet, est disponible sur demande sur la page FB (karl auprey).

L'OBJECTIF

Je créerai le parti "la France dans l'axe" qui se dit ni de gauche ni de droite, ni au centre, mais dans l'axe de la philosophie des problèmes de la société d'aujourd'hui, ou je proposerai à l'un des outsiders (JLM ou FA) de me rallier à ses propositions.

J'ai remarqué, depuis une génération, que les notions de devoir, travail, et respect de la société se sont évaporés aux profits de notions individuelles, d'univers numérique, et de violence. Ces notions ont progressivement enfermé notre population dans un monde irréel, et, par conséquent, ont anesthésié les rapports humains et les valeurs de la république qui étaient encore forts pendant deux décennies après la première guerre mondiale. Notre population, polluée par le numérique et le virtuel, fuit la réalité des problèmes de la société et s'enfonce dans une démarche de déni. Déni face à la stratégie européenne, déni face au peuple en souffrance, déni face aux charges de l'état, et déni face aux énergies empruntées à la terre de nos enfants, reflètent une morosité ambiante qui stagne comme une tache d'huile sur une eau pure.

Rejoignez moi sur google + ou facebook et likez. À consommer avec modération.

Si j'obtiens 100 000 likes cumulés sur les deux pages, ce parti qui défend la cause de nos enfants, leurs égalités d'accès aux soins, de chances de réussir dans l'éducation, d'accès à l'énergie, et donc, de leur équilibre futur au sein de ce beau pays qu'est la France, verra le jour, ou renforcera une candidature déjà existante. Ce que je proposerais d'ajouter à cette candidature, qui, comme toutes les

autres, manque de précision dans les grands axes (chômage, défense nationale, éducation, indépendance énergétique), ce sont ces méthodologies claires et efficaces. Je me présenterai ainsi aux législatives renforcé par cet embryon de programme que je vais développer.

CV

Mon CV est disponible sur LinkedIn,

mes oeuvres littéraires sur Iggybook,

et quelques réalisations sportives sur internet (montagnes.com).

Mon site internet (non abouti) où vous pouvez trouver des infos, ou FB :

<https://karlauprey.wordpress.com>

PUBLICATION

Le marbre n'a pas de mémoire aux éditions Hélène Jacob – novembre 2014

17 nuances de folie, recueil aux éditions Hélène Jacob – novembre 2015

Un amour sinon rien – auto édition – avril 2016

Si le changement c'était hier, le bouleversement, c'est maintenant – auto édition – avril 2017

NOTE COMPLETEE

Le travail saisonnier m'a occupé l'été, dès l'âge de 12 ans (c'est ma mère qui me l'a rappelé il y a peu de temps, je croyais avoir commencé à 14 ans), car j'avais envie de ramasser les fruits pour me payer mon premier vélo, histoire de participer à des compétitions. De 12 à 15 ans, 1 mois sur mes 2,5 de vacances. Puis, de 16 à 18, les 2 mois.

Intérimaire durant les grandes vacances, entre les années lycée et celles supérieures, j'ai touché un peu à tout. Moniteur de colonie, ouvrier en usine automobile, ouvrier en bâtiment, et saisonnier en montagne. Le peu d'argent que j'avais me servait à pratiquer les sports de montagne car j'adore l'alpinisme, les voyages et l'aventure.

Militaire du contingent à la 27eme division alpine de Grenoble, je me suis retrouvé sur le marché du travail en 1993 avec un DUT de génie mécanique et productique. Malgré ces années compliquées du côté de l'emploi, on m'a proposé un poste en raffinerie en novembre 1993. J'y suis resté 6 ans. 6 ans de production au milieu des fours, des réacteurs, des compresseurs d'H2S, et des pompes au propane. Puis, j'ai décidé de reprendre les études.

En 2001, diplôme d'ingénieur en poche, j'ai exercé 4 ans en formule 1. Ce poste m'a baigné dans le monde du business, de l'argent, et du show business. Las de tous ces déplacements et malgré une expérience géniale et enrichissante professionnellement parlant, j'ai démissionné de cette entreprise, l'une des premières de France, pour servir l'administration hospitalière.

A PROPOS DE L'AUTEUR

Cyrille Marais est un aventurier né en 1969 en Rhône-Alpes. Alpiniste, de formation supérieure, Cyrille a connu le monde de la formule 1 pendant 4 ans. Puis, il s'est dirigé vers les hôpitaux. Passionné d'économies d'énergies, il oeuvre chaque jour pour diminuer les consommations de ses bâtiments MCO hébergeant 1200 lits.

Cyrille adore aussi la lecture et le suspense à ses heures perdues. Il a écrit un premier roman policier, basé sur un relief géographique réel et bien décrit. Ce thriller, comme le souligne son éditeur, ne vous laissera pas de marbre, mais conquis. Le marbre n'a pas de mémoire - collection thriller suspense - paru aux éditions Hélène Jacob en novembre 2014.

« Un amour sinon rien » est une histoire dramatique autour de la planète. Formule 1, montagne et voyages composent les décors. C'est le second ouvrage complet de Cyrille, construit avec du suspense, de l'émotion, de la passion et du rêve.

Cyrille a participé au recueil « 17 nuances de folie », paru aux éditions Hélène Jacob en novembre 2015.

Proof

Printed By Createspace



Digital Proofer